

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6294,81 -124,56 -1,9%	905,51 4,75 0,5%	354,78 -8,31 -2,3%	209,20 -6,33 -2,9%	1300,54 -15,29 -1,2%	8368,94 0,90 0,0%	882,15 -8,08 -0,9%	317,70 \$US 2,50 0,8%	25,85 \$US 0,02 0,1%	63,99 CUS -0,18 65,07 CEURO -0,15

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 30 OCTOBRE 2002

BOURSES

Les titres de banques se dégonflent après une fusion avortée

RÉJEAN BOURDEAU

Ceux qui attendaient des mariages entre les grandes banques canadiennes devront prendre leur mal en patience.

La tentative de fusion avortée entre la Banque Scotia et la Banque de Montréal (BMO), révélée hier dans un quotidien torontois, a dégonflé les spéculations des derniers jours.

Hier, à la Bourse de Toronto, les titres bancaires ont perdu 3 % en moyenne, alors que l'indice des services financiers a reculé de 2,6 %. Les principales concernées, la Scotia et la BMO, ont baissé respectivement de 3,5 % et 2,4 %.

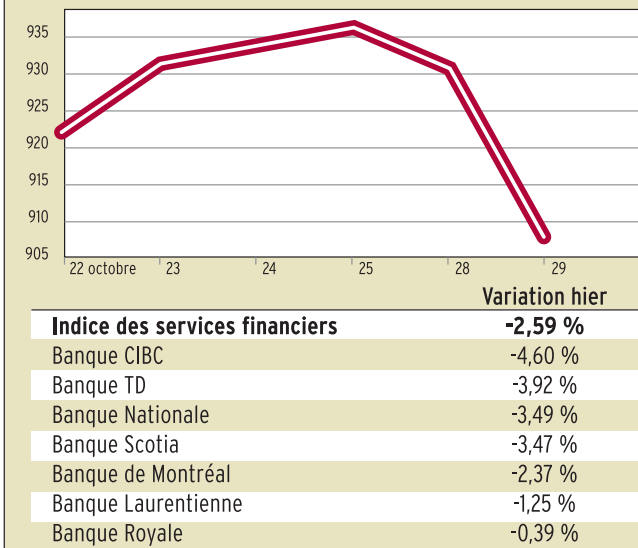
Il s'agit d'un troisième échec en autant de tentatives puisqu'en 1998, le ministre fédéral des Finances de l'époque, Paul Martin avait refusé de bénir l'union de la Royale avec la BMO et celle de la CIBC avec la TD.

Cette fois, c'est le bureau du premier ministre canadien qui aurait coupé court au projet des deux banques il y a deux semaines.

Douche froide

« Les rumeurs de fusions sont tuées dans l'oeuf, soutient Jean-François Gagnon, gestionnaire de portefeuilles pour Natcan. Ce fac-

Douche froide sur les banques



teur ne sera plus considéré dans le prix des actions. »

Ironiquement, les titres de plusieurs grandes banques avaient bondi jeudi dernier quand John Manley, le ministre des Finances, avait demandé à deux comités parlementaires de clarifier les règles concernant la fusion des banques. Ce faisant, M. Manley répondait aux doléances des ténors du secteur bancaire, insatisfaits du cadre réglementaire mis en place par Ottawa pour accepter les futures mégatransactions.

Ce geste avait été interprété comme une ouverture aux fusions. En trois jours, les titres de la CIBC et de la Scotia avaient grimpé respectivement de 7,3 % et de 4,8 %.

Aujourd'hui, on peut se demander si cette initiative du ministre n'était pas destinée à calmer les banques après la dernière rebuffade qu'elle venait d'encaisser.

« Chose certaine, constate Jean Roy, professeur à HEC Montréal, ces groupes de travail serviront à tout le moins à clarifier les procédures. »

Pour protéger les consommateurs et préserver la concurrence, Ottawa a mis en place des mécanismes avant d'accepter les fusions des banques. Les deux premiers concernent un examen du Surintendant des institutions financières pour vérifier l'impact sur la solvabilité des institutions, et un examen du Bureau de la concurrence concernant l'évolution des parts de marchés.

Voir BANQUES en D2

AUJOURD'HUI

Manque d'envergure?

Après avoir accouché de PME à la tonne, le Québec doit maintenant accélérer leur croissance car il manque cruellement de grandes entreprises. Mais pour cela, il faut que les entrepreneurs acceptent de céder un peu de leur contrôle, a déclaré hier Pierre Genest, PDG du Fonds de solidarité FTQ. Page 3

Pas de main-d'oeuvre

Dans la moitié des PME québécoises, il n'y a personne pour prendre la relève du patron, dont l'âge moyen atteint maintenant 50 ans. Pourtant, ce n'est pas de la relève que les entrepreneurs québécois s'inquiètent, mais de la pénurie de main-d'oeuvre. Un sondage réalisé par le Groupe Everest pour le compte de la Banque Nationale et La Presse. Page 6

Pas le coeur à la fête

La confiance des consommateurs américains a plongé ce mois-ci à un creux de neuf ans et cette humeur morose pourrait affecter négativement les dépenses de consommation au moment où s'amorce la saison de magasinage des Fêtes. Page 8

L'Ontario pourrait se brancher sur le Québec et le Manitoba

CHARLES CÔTÉ

LE MANITOBA et le Québec doivent étoffer avec leur voisine, l'Ontario, l'idée d'approvisionnement cette dernière en hydroélectricité, un projet que le gouvernement fédéral pourrait financer s'il est susceptible de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto.

L'Ontario, la plus peuplée et la plus industrialisée des provinces, est aux prises avec une crise majeure d'approvisionnement en électricité. Le secteur nucléaire, qui compte pour 60 % de la production, est touché par des déficiences techniques et des fermetures coûteuses. Hier, la presse torontoise faisait état en manchette de dépassements de coûts de 1 milliard pour la réfection de la centrale de Pickering.

La plus grande partie du reste du courant ontarien est produite dans des centrales thermiques au charbon, qui sont les plus polluantes du point de vue des gaz à effet de serre.

C'est le Manitoba qui a proposé d'assurer un approvisionnement en hydroélectricité à l'Ontario, lundi à Halifax, à la rencontre fédérale-provinciale des ministres de l'Environnement et de l'Énergie. Le Québec est prêt à étudier l'idée.

L'Ontario au centre du sandwich

La géographie donne sa logique au projet : l'Ontario, en déficit d'énergie, est en sandwich entre le Québec et le Manitoba, riches en hydroélectricité. Mais les énormes



Photothèque PC ©

Le projet manitobain est de construire, à l'ouest, une ligne de haute tension d'une capacité de 5000 MW et d'une longueur de 2500 km (deux fois la distance Baie-James-Montréal) pour alimenter la grande région de Toronto, dont on voit ici le centre-ville.

distances sont un problème. Le projet manitobain est de construire, à l'ouest, une ligne de haute tension d'une capacité de 5000 MW et d'une longueur de 2500 km (deux fois la distance Baie-James-Montréal) pour alimenter la grande région de Toronto. Coût estimé : 1,4 milliard.

L'idée porte maintenant le nom de « réseau électrique est-ouest » et englobe le Québec. Avec la ratification prochaine du protocole de Kyoto, les données économiques et financières pourraient changer en faveur du projet, croit Shaun Loney, directeur de la politique éner-

gétique du gouvernement du Manitoba.

« Nous exportons beaucoup d'énergie aux États-Unis, mais rien dans l'axe est-ouest, souligne-t-il. Avec le protocole de Kyoto, les ministres de l'Énergie ont décidé à l'unanimité de regarder le projet est-ouest de plus près. Vendre à l'Ontario de l'énergie hydroélectrique du Québec et du Manitoba, en remplacement du charbon, serait une façon très efficace de réduire les gaz à effet de serre. »

Voir ONTARIO en D2

Alis cède sa division d'arabisation des imprimantes

FRANCIS VAILLES

APRÈS avoir rompu ses liens avec Netscape et Copernic, voilà que l'entreprise de traduction Technologies Alis cède sa division Planet, une des plus anciennes de l'entreprise.

Planet est spécialisée dans l'arabisation des imprimantes et des terminaux d'ordinateurs. La technologie et la vingtaine d'employés de cette division ont été transférées dans une compagnie nouvellement formée, baptisée Globalis International. La nouvelle entité fait maintenant partie du réseau de CPG International, un manufacturier d'imprimantes de Bruxelles, en Belgique.

En juin, Technologies Alis a laissé tomber le logiciel de navigation Netscape et le fureteur Copernic en raison de la chute des tarifs publicitaires dans Internet. Alis offrira gratuitement aux utilisateurs de ces outils Internet des services de traduction automatisés.

Il y a une quinzaine d'années, Alis a lancé une technologie permettant aux imprimantes et aux terminaux d'ordinateurs de reconnaître les caractères arabes. C'est cette division, Planet, dont les principaux marchés sont situés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui est transférée.

Le communiqué annonçant la transaction entre CPG et Alis est vague concernant qui est l'actionnaire de contrôle de Globalis. Le titre du communiqué parle de fusion entre les activités d'Alis et de CPG dans les marchés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. De son côté, le directeur du marketing et des partenariats de Alis, Christian Descôteaux, parle d'entreprise en coparticipation, mais ne veut pas chiffrer les proportions.

Alis n'est plus actionnaire

Selon le fichier central des entreprises du Québec, cependant, Alis ne figure pas parmi les actionnaires de Globalis International. Le premier actionnaire est Ghassan Gebrayel, suivi de CPG International et d'André Naccache. M. Gebrayel, qui n'a pu être joint hier, est le président de Globalis et M. Naccache, chef de la direction de CPG. Globalis garde la même adresse que celle d'Alis, à Saint-Laurent, indique M. Descôteaux.

Cette transaction réduirait à environ 70 le nombre d'employés d'Alis, qui en comptait quelque 130 en 2001. En juillet, le président de Alis, Claude Lemay, indiquait que l'entreprise avait changé de stratégie, devenant partenaire linguistique des grandes entreprises. L'homme d'affaires s'attendait même à ce qu'Alis réalise un chiffre d'affaires de plus de 15 millions de dollars en 2002, comparativement à moins de 10 millions en 2001.

Hier, Christian Descôteaux a affirmé qu'un contrat important est sur le point d'être annoncé avec l'entreprise américaine Oracle concernant le logiciel de gestion des services de traduction. Alis a notamment comme client IBM, Bell Canada, Siemens et GE Capital.

Outre Claude Lemay (20 %), l'entreprise a comme actionnaires la Société générale de financement (SGF), la famille Chagnon (ex-Vidéotron) et la filiale d'investissement de la Banque Nationale de Paris.

Si le problème persiste, consultez-nous.



Brouillette Charpentier Fortin
Les avocats d'affaires

1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25^e étage, Montréal (Québec) H3B 5C9 Téléphone: (514) 397-8500 Télécopieur: (514) 397-8515
800, Place d'Youville, 19^e étage, Québec (Québec) G1R 3P4 Téléphone: (418) 266-4500 Télécopieur: (418) 266-4515 www.bcf.ca

Le patron mondial de Shire est congédié

d'après Reuters et Bloomberg

LONDRES — Le chef de la direction du groupe britannique Shire Pharmaceuticals a été démis de ses fonctions hier, les administrateurs jugeant qu'il n'a plus ce qu'il faut pour diriger l'entreprise.

Rolf Stahel avait fait de Shire le troisième groupe pharmaceutique britannique par le biais d'une série d'acquisitions, dont celle de la vedette québécoise BioChem Pharma, de Laval, il y a quelques années.

Depuis l'arrivée de M. Stahel en 1994, Shire est passé d'une entreprise aux revenus de 3 millions US à un groupe générant des ventes de 1 milliard US.

Le dirigeant de 58 ans a été congédié par les membres externes du conseil d'administration estimant que Shire avait besoin d'un chef de la direction ayant l'expérience pour

gérer un grand groupe pharmaceutique.

L'action de Shire a perdu 51 % de sa valeur depuis un an, depuis que le médicament vedette Adderall, contre l'hyperactivité, fait face à la concurrence de produits génériques meilleur marché.

Le conseil d'administration espère nommer un successeur d'ici le début de 2003, a dit la porte-parole Jessica Mann. « C'est une décision à laquelle les deux parties adhèrent mutuellement, a-t-elle dit. Rolf voudrait passer à autre chose et c'est ce qu'il fera. Il demeurera à l'emploi de la compagnie jusqu'à ce que soit trouvé son successeur. »

Dans un communiqué diffusé par courriel, Shire affirme qu'elle maintient ses prévisions de croissance des revenus (plus de 15 %) et des profits (moins de 10 %) par rapport à 2001.

BANQUES

Suite de la page D1

Le troisième mécanisme, réalisé par les banques elles-mêmes, sert à évaluer l'impact des fusions sur l'intérêt public, incluant les pertes d'emplois, l'accessibilité des services, etc.

Pour les banques, discrètes de nature, cette « commande leur paraît trop floue », explique le professeur Roy. Leur culture, basée sur la confidentialité, les empêcherait de divulguer des informations stratégiques.

Partie remise ?

Hier, M. Manley a toutefois rappelé que les projets devront être débattus au grand jour. « Si les banques veulent fusionner, il existe une procédure, a-t-il dit. Je ne dirais jamais rien de discussions privées que j'aurais eues avec quiconque, mais si quelqu'un veut mettre de l'avant un projet, cela sera connu parce qu'ils devront faire une démarche publique. »

Cela étant dit, un « éclaircissement des règles » (lire un allègement) finira par conduire à des fusions. « Ça ne se fera pas tout de suite mais ça revient à l'agenda »,

constate Raymond Théorêt, professeur à l'UQAM.

Selon lui, le mouvement de fusion des financières s'inscrit dans le phénomène de mondialisation. Les regroupements permettent de réduire les coûts et d'augmenter les profits en allant sur de nouveaux marchés.

« Les banques canadiennes sont trop petites à l'échelle internationale, dit-il. Mais avant d'en arriver là, il faudra présenter un plan d'ensemble plutôt que d'y aller de façon chaotique, projet par projet. »

Le grand point d'interrogation reste toutefois les consommateurs. « Seront-ils mieux protégés dans tout ça ? se demande Raymond Théorêt. Ça reste à voir. »

Jean-Marc Bourguineau, analyste au Groupe Jitney, rappelle aux investisseurs qu'il faut être « très prudent » avec les titres bancaires. « Après l'épisode des mauvais prêts, c'est le tour de l'invalidation temporaire des fusions, dit-il. Mieux vaut faire attention avant de s'engager dans ce secteur. »

ÉCONO FLASHES

Gesca | Participation accrue dans Workopolis

WORKOPOLIS (www.workopolis.com), fournisseur canadien de solutions de recherche d'emplois et d'embauche par Internet, a fait savoir hier que l'éditeur de journaux Gesca, filiale de Power Corporation propriétaire de *La Presse* et partenaire d'Alliance Workopolis (un partenariat formé avec Bell Globemedia Interactive, visant à offrir des services de recrutement et de recherche d'emplois au Québec), a exercé une option lui permettant d'acheter une part de 20 % dans le partenariat Workopolis. Suivant l'exercice de cette option, Workopolis a acquis l'actif d'Alliance Workopolis tandis que Gesca a acquis une part de 20 % de Workopolis. Conséquemment, Bell Globemedia Interactive et Toronto Star Newspapers détiennent 40 % chacun.

Biovail | Forte hausse du bénéfice

BIOVAIL a rapporté hier une forte hausse de son bénéfice au troisième trimestre grâce à l'augmentation des ventes due à la demande pour les médicaments génériques. La compagnie pharmaceutique canadienne a affiché un bénéfice de 74,9 millions (49 cents l'action) au trimestre terminé fin septembre contre 33,1 millions (37 cents l'action) un an plus tôt.

Aventis | Forte augmentation du bénéfice

AVENTIS, un des plus grands fabricants de médicaments au monde, indique que son bénéfice au troisième trimestre a fortement augmenté, malgré que l'un de ses produits vedettes, le Lovenox, ne se soit pas vendu aussi bien que les autres. Le bénéfice net a augmenté de 21 % à 551 millions US. Les ventes ont augmenté de 2,4 % à 4,16 milliards US. Le bénéfice par action se situe à 71 cents US. Les résultats sont meilleurs que prévu par les analystes. Ils indiquent même que l'entreprise est en voie d'augmenter son bénéfice par action de 25 à 30 % et ses ventes de 11 ou 12 %.

Great-West | Hausse du bénéfice

L'ASSUREUR Great-West Lifeco a rapporté hier un bénéfice en hausse pour son troisième trimestre. La société a ainsi engrangé un bénéfice de 247 millions, soit 65,3 cents l'action, pour le trimestre terminé fin septembre, contre un bénéfice net de 131 millions, ou 33,4 cents l'action, au cours de la même période l'an dernier. Le titre de l'assureur a clôturé la séance d'hier en baisse de 39 cents à 35,85 \$ à la Bourse de Toronto, où il s'est transigé entre 32,04 \$ et 40,30 \$ pendant les 12 derniers mois. Les résultats financiers ont été publiés après la fermeture des marchés.

Pierre Bellemare

Correctif: Le F.A.Q. 20, c'est quoi au juste?

UNE ERREUR s'est glissée dans notre récente chronique *Vos Assurances*, publiée lundi le 21 octobre, au sujet du moment où cesse le remboursement des frais de location. L'article aurait dû se lire comme suit : Le 1^{er} juin, son assureur lui propose un règlement de 12 000 \$. Marie désire vérifier toutefois si ce montant est satisfaisant. Le 15 juin, elle avise son assureur qu'elle accepte sa proposition. La location prend fin le 15 juin, date où a eu lieu l'entente. Évidemment, il faut garder à l'esprit que l'assureur cessera de payer à tout moment, antérieur à l'entente, si le montant de la garantie est épuisé.

ONTARIO

Suite de la page D1

sant pour Hydro-Québec. « On n'est pas face à deux choix égaux : les réseaux vers les États-Unis sont déjà construits, dit-il. En plus la demande américaine est importante et le marché est déréglementé. Les occasions pour un producteur hydraulique qui peut faire du stockage sont plus grandes au Sud qu'en Ontario. »

Hydro-Québec a refusé de commenter ce qui n'est pour l'instant qu'une idée. Elle estime en outre que c'est à l'Ontario de résoudre ses problèmes d'approvisionnement.

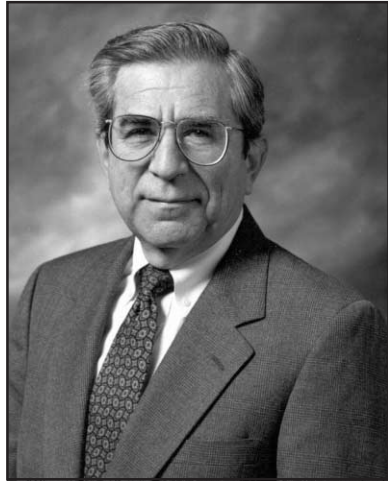
L'idée d'un réseau électrique est-ouest a été évoquée pour la pre-

mière fois sous le premier ministre John Diefenbaker, il y a presque 50 ans, mais avait été rejetée par les provinces, rappelle M. Bernard. Elle a refait surface en septembre à Winnipeg, à la rencontre des ministres provinciaux de l'Énergie. Elle sera présentée plus en détail à la prochaine rencontre fédérale-provinciale à Toronto, le 21 novembre.

Jean-Thomas Bernard, de l'Université Laval, ajoute un gros bémol : « Pour que ça marche, il faudrait que l'électricité du Manitoba et du Québec soit concurrentielle avec le gaz naturel », une énergie déjà très utilisée par l'Ontario. Et ça, ce n'est pas demain la veille.



John W. Crichton, président et chef de la direction de NAV CANADA, est heureux d'annoncer la nomination de Sidney Koslow au nouveau poste de vice-président et chef de la direction des technologies, et celle de Kim Troutman au poste de vice-président, Ingénierie. Les deux nominations sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2002.



Sidney Koslow

À titre de vice-président et chef de la direction des technologies, M. Koslow est chargé des grands projets technologiques axés principalement sur les nouvelles fonctionnalités ainsi que de la mise en marché de solutions technologiques élaborées par la Société.

M. Koslow s'est joint à NAV CANADA en août 1997 en qualité de vice-président, Ingénierie. Il était alors responsable de tous les projets d'ingénierie qui touchent aux SNA, notamment la gestion, les télécommunications, la surveillance et la navigation. Initiateur du renouvellement de l'infrastructure de NAV CANADA, il a fait du programme technologique une des principales priorités de la Société et il a géré la mise au point et l'introduction de nouvelles technologies d'exploitation.

M. Koslow a été associé aux travaux du contrôle de la circulation aérienne de la firme MITRE de 1964 à 1997, où il s'acquittait de tâches d'ingénierie des systèmes techniques et de gestion liées au contrôle de la circulation aérienne en route et terminale et à l'automatisation des services d'information de vol. Il a été responsable du soutien offert par cette firme à la FAA en ce qui concernait la conception fonctionnelle, le développement et l'acquisition du système de contrôle de la circulation aérienne.

Précédemment, il a été chargé d'aider la FAA à mettre en œuvre un système national d'automatisation des services d'information de vol et à élaborer un service de liaison pilote-ordinateur, ainsi qu'à aider le gouvernement de l'Allemagne dans la mise en œuvre de systèmes de données radar et de traitement des données de vol.

M. Koslow est titulaire d'un baccalauréat en électrotechnique de l'Institut polytechnique de Rensselaer et d'une maîtrise en mathématiques de l'université Northeastern.

Exploitant national du système de navigation aérienne civile, NAV CANADA est une société privée sans capital-actions qui assure à la grandeur du pays les services suivants : contrôle de la circulation aérienne, information de vol, exposés météorologiques, services consultatifs d'aéroport et aides électroniques à la navigation.

AU SERVICE D'UN MONDE EN MOUVEMENT

Gala du MBA DE L'ANNEE

M. GILLES OUIMET

Président du conseil – Pratt & Whitney Canada

Vendredi, 22 novembre 2002, à 18h30

Gala suivi d'une soirée dansante

Salles de Bal Le Windsor
1170, rue Peel
Montréal

Robe longue et cravate noire
325 \$ par convive
Table de 10 personnes : 3 250 \$
(taxes non comprises)

Pour réservation : (514) 282-3810

Notre commanditaire principal :



Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

NOUS VOUS INFORMONS PAR LA PRÉSENTE que l'assemblée extraordinaire des titulaires de contrat ayant droit de vote et de l'unique actionnaire de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie aura lieu le mercredi 27 novembre 2002 à 11 h, dans la salle 205 du Palais des congrès du Toronto métropolitain, au 255, rue Front Ouest, à Toronto.

Les titulaires de contrat ayant droit de vote qui désirent recevoir un avis de convocation accompagné de renseignements sur les questions qui seront présentées à l'assemblée peuvent écrire à la secrétaire de la compagnie à l'adresse indiquée ci-dessous.

Toronto, le jeudi 30 octobre 2002.

Joan M. Wilson

Vice-présidente et secrétaire de la compagnie

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
150, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1J9

Financière Sun Life

Clarica, compagnie d'assurance sur la vie AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

NOUS VOUS INFORMONS PAR LA PRÉSENTE que l'assemblée extraordinaire des titulaires de contrat ayant droit de vote et des actionnaires de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie aura lieu le mercredi 27 novembre 2002 à 11 h, dans la salle 205 du Palais des congrès du Toronto métropolitain, au 255, rue Front Ouest, à Toronto.

Si vous désirez recevoir un avis de convocation accompagné de renseignements sur les questions qui seront présentées à l'assemblée, veuillez écrire à la secrétaire de la compagnie à l'adresse indiquée ci-dessous.

Toronto, le jeudi 30 octobre 2002.

Joan M. Wilson

Vice-présidente et secrétaire de la compagnie

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
150, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1J9

CLARICA

700 Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FAITES TRAVAILLER VOTRE ARGENT, je fais le reste. Cherche investisseur pour petite franchise. Inf. 514-570-9136

USINE de fabrication de panneaux structuraux isolants. Partenaire actif pour le marché de la construction du 21^e siècle. Nous avons l'équipe, les équipements et les produits pour le marché mondial du récréo-touristique. www.spiralhomes.com 514-296-1035

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AVIS AUX ENTREPRISES
LOGI offre de vrai solutions d'affaires en matière de relocalisation de vos ressources humaines. Ouverture de comptes clients / obtention de soumissions: 514-844-5644, 1-866-888 LOGI

MAUVAIS DOSSIER DE CRÉDIT?
Nouveau service au Québec. Confidentialité et solution garantie. 514-484-1867 # 269.

PRÊTEUR PRIVÉ
1E-2E HYPOTHÈQUE., 450- 448-5652

800 Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS de clôture d'inventaire
(AVIS dans le journal: C.c.Q., art. 795)
Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de CHARLES FOURNIER, en son vivant homme d'affaires, domicilié au 5717, Alphonse, Brossard (Québec), J4Z 1C2, survenu le 3 mai 2002, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral, Suzanne Fournier Mulkey, le 21 octobre 2002, devant témoins, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Johanne Bounadère, notaire, sise au 1700, Provencher, bureau 100, Brossard (Québec), J4W 1Z2.

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

AVIS est donné que la compagnie SERVICES D'ADMINISTRATION MIGAB INC./MIGAB MANAGEMENT SERVICES INC. une corporation constituée en vertu de la partie 1 de la loi sur les compagnies par Lettres Patentes, ayant son siège social en la cité et district de Montréal, s'adressera à l'Inspecteur Général des Institutions Financières afin d'obtenir la permission de se dissoudre, conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies.
Montréal le 29 octobre 2002
Gross Pinsky, procureur de la compagnie

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie 9096-0295 QUÉBEC INC. demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
MONTREAL, le 29 octobre 2002.
LEGault JOLY THIFFAULT, procureurs
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie 9096-0295 QUÉBEC INC. demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Montréal, le 29 octobre 2002.
Garneau Létourneau, procureurs de la compagnie
R 850

PRENEZ AVIS que l'ASSOCIATION DES FAMILLES BOURGEOIS DU QUÉBEC, demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Carignan, le 29 octobre 2002
Christiane Bourgeois, présidente
R 850

Canada-Europe, un libre-échange qui met du temps à se concrétiser

RUDY LE COURS

Il aura fallu un an à peine pour que l'Union européenne conclue un accord de libre-échange avec le Mexique alors que l'idée d'un tel pacte entre le Canada et les Quinze est dans l'air depuis 1994, quand le premier ministre Jean Chrétien l'avait lancée en France.

Il l'a depuis reformulée à Londres en 1999, mais il semble que les choses traînent plus que ne le souhaitent les autorités canadiennes et un groupe d'entreprises en provenance des deux marchés.

« Je commence à devenir à court de patience », déclarait hier Roy McClaren, président canadien du Forum sur le commerce Canada-Europe (FORCCE), qui tenait sa réunion annuelle hier dans les salons feutrés et lambrissés du Club Saint-Denis.

« Depuis des années, nous assistons à une dégradation des rapports économiques entre l'Union européenne et le Canada », renchérisait son vis-à-vis européen, le baron Paul De Keersmaecker.

Au début des années 1960, les échanges commerciaux entre les deux ensembles pesaient 45 % du commerce extérieur canadien. En 2001, ce n'était plus que 4,5 %, selon les plus récentes données d'Exportation et développement Canada (EDC).

Dès lors, comment endiguer cette détérioration des échanges quand la Commission européenne en a plein les bras à gérer l'expansion de l'Union de 15 à 24 membres et sa zone euro, tandis que le Canada est engagé dans les processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), d'ici 2005, et d'une autre avec les pays riverains des océans Pacifique et Indien dans le cadre du Forum économique Asie-Pacifique (APEC), d'ici 2010.

Reste que l'Union européenne représente le meilleur potentiel de diversification des exportations canadiennes, accaparées à hauteur de 85 % par les États-Unis. Voilà sans doute qui nourrit la perception en Europe selon laquelle le Canada serait trop étroitement lié aux États-Unis, dont il aspire à se démarquer sur les plans économique et politique.

« Il n'est pas sage de dépendre si lourdement d'un seul marché », soulignait hier M. McClaren dans une rencontre avec quelques journalistes qui précédait la deuxième assemblée annuelle de FORCCE. Ce forum regroupe des gens d'affaires de grandes entre-

prises des deux côtés de l'Atlantique comme Alcan, SNC-Lavalin, Interbrew et Tractebel, qui visent à concrétiser un accord de libre-échange dans les meilleurs délais.

Ils se sont donnés pour tâche d'en circonscrire le cadre en formulant des recommandations qu'ils remettent à Ottawa et à Bruxelles.

FORCCE souhaite non pas que diminuent les échanges avec les États-Unis, mais plutôt qu'augmentent ceux avec l'Europe, un marché de 300 millions de consommateurs.

Le 18 décembre 2001, FORCCE avait soumis au ministre fédéral du Commerce international, Pierre Pettigrew, et à son vis-à-vis de la Commission européenne, Pascal Lamy, un éventail de propositions de revue des règles et des procédures de fusion.

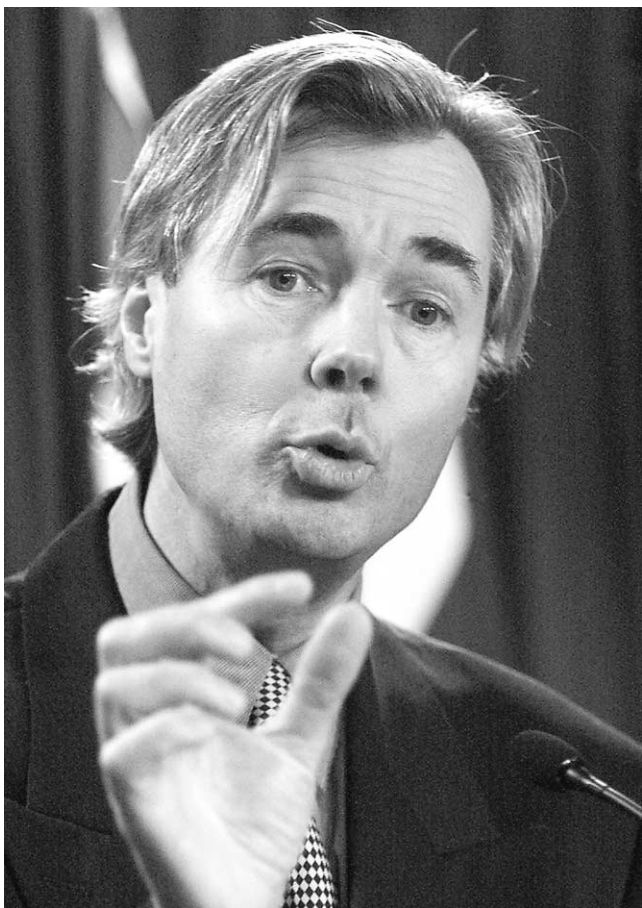
fort différentes des deux côtés de l'Atlantique. Alcan, on s'en souvient, s'était vu quelques mois auparavant refusé par Bruxelles son accord de fusion avec Pechiney et Aluisse.

Hier, FORCCE se penchait sur la productivité des entreprises et les politiques d'aide à la recherche et développement qui ne sont pas non plus harmonisées. Ses recommandations seront soumises aux autorités politiques au cours de leur autre sommet bilatéral, l'an prochain en Grèce.

D'ici là, M. McClaren et le baron De Keersmaecker entendent rencontrer M. Lamy sur une base informelle afin de lui faire valoir les vertus de la libéralisation accrue des échanges entre les deux marchés. Il existe par exemple des tarifs douaniers européens de 7 % sur les panneaux fibreux, de 6 à 10 % sur le contreplaqué de feuilles ou de lamelles de bois, et de 3 à 6 % sur les feuilles de bois destinées au placage. Sans parler de barrières non tarifaires comme les normes environnementales ou des politiques d'approvisionnement.

M. McClaren aimerait bien convaincre l'équipe de M. Lamy que ce qui a été possible avec le Mexique, un des trois signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'est tout autant avec le Canada. « Un tel accord prouverait aux entreprises le sérieux de notre relation. Les investissements devraient affluer peu après », plaide-t-il.

Il ne se fait guère d'illusions toutefois. Voilà pourquoi il juge que la cause canadienne devra être plaidée dans chacune des capitales de l'Union. Cela prendra beaucoup de temps. Plus en tout cas que le souhaitent les membres de FORCCE qui considèrent néanmoins leur rôle comme celui d'un catalyseur.



Photothèque PC ©

Pierre Pettigrew, ministre fédéral du Commerce international.

Remise d'une bourse de la Fondation Armand-Frappier commanditée par le Fonds Michel Trudel



De gauche à droite : M. Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, M. Abderrazzak Merzouki, directeur de recherche, Mme Yolaine Savignac, responsable des relations institutionnelles et gouvernementales, INRS-Institut Armand-Frappier, Mme Samia Tazi, inscrite au programme de maîtrise en microbiologie appliquée qui reçoit une bourse de 12 000 \$, M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier et Mme Marie Lynne Desrochers, vice-présidente régionale, RBC Banque Royale.

Le PDG du Fonds FTQ lance aux entrepreneurs le défi de la croissance

ANNIE MORIN
Le Soleil

APRÈS AVOIR ACCOUCHE de PME à la tonne, le Québec doit maintenant accélérer leur croissance car il manque cruellement de grandes entreprises. Mais pour cela, il faut que les entrepreneurs acceptent de céder un peu de leur contrôle.

Dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce de Québec, puis de nouveau en entrevue au quotidien *Le Soleil* de Québec, Pierre Genest, PDG du Fonds de solidarité FTQ, a invité ses interlocuteurs à ne pas se laisser étourdir par les récents succès de l'économie québécoise. Il a rappelé que la province traînait encore la patte par rapport au reste du Canada et les États-Unis, autant en matière de création d'emplois que de productivité.

Or, la création d'emplois et la productivité sont surtout l'apanage des entreprises de 500 employés et plus. Et leur nombre est plutôt restreint au Québec.

En 1992, elles étaient 609. En 1999, elles étaient 614, soit une augmentation d'à peine 0,9 %, rapportait hier M. Genest. Durant la même période, aux États-Unis, le nombre d'entreprises de 500 employés et plus augmentait de plus de 29 %, passant de 12 998 à 16 740.

Les obstacles à la croissance des PME les plus souvent évoqués au Québec sont le manque de financement et la faiblesse de l'équipe de direction.

Entrepreneurs peureux

M. Genest ne nie pas l'existence de ses obstacles, mais les attribue en partie aux entrepreneurs eux-mêmes, qui sont réticents à

ouvrir leur capital à des investisseurs de l'extérieur et à s'entourer de gestionnaires de carrière. « Les gens préfèrent détenir 100 % des actions d'une petite entreprise que 70 % d'une plus grosse », constate le PDG du Fonds.

Or, continue-t-il, « la croissance d'une entreprise demande beaucoup de capital et entraîne tôt ou tard l'arrivée de nouveaux partenaires, qui apporteront aussi bien le capital que l'accès à de nouveaux réseaux ou à de nouvelles expertises essentiels à la croissance ».

Selon lui, les propriétaires de PME qui veulent prendre de l'expansion devront donc se résigner à demander de l'aide, financière et humaine, à défaut de quoi il seront condamnés à la stagnation.

Le Fonds de solidarité lui-même a décidé de faire sa part en investissant dans les PME qui vont bien et qui veulent aller encore mieux.

En plus de fouetter l'économie du Québec, cette approche pourrait finir par être payante pour le Fonds, qui vient de connaître deux années de rendement négatif. Car les entreprises plus grosses connaissent habituellement une meilleure croissance et, du coup, prennent de la valeur.

Arrivé en janvier à la présidence du Fonds FTQ, Pierre Genest admet qu'il ne navigue pas dans les meilleures conditions. Mais il s'encourage : la Bourse continue de malmenier le portefeuille du Fonds, mais les petites entreprises commencent à se sortir la tête de l'eau. « Nos PME vont mieux, mais pas assez encore pour qu'elles se décident d'investir. Tant qu'on ne sait pas ce qui va se passer aux États-Unis, avec l'Irak et les risques de récession, il faut jouer de prudence », dit-il.

Nouvelles recrues dans l'arène du commerce international

Accueillons les récipiendaires des Bourses d'études internationales EDC de 2002

Dans l'exercice de son mandat, qui est de soutenir et de développer la capacité du Canada de participer au commerce extérieur, **Exportation et développement Canada (EDC)** offre à quelques-uns des plus brillants étudiants du Canada l'occasion d'amorcer une carrière en commerce international. Chaque bourse comprend une somme d'argent ainsi qu'un stage rémunéré, le tout représentant une somme de 12 000 \$ à 14 000 \$.

EDC est fière de vous présenter les boursiers de votre région. Nous leur souhaitons à tous la meilleure des chances dans leurs projets d'avenir.



Yanan Zhang
Montréal, Québec
Commerce international
Université Carleton



Laura Hage
Ottawa, Ontario
Commerce international
Université McGill



Marc André Laflamme
Beauport, Québec
Droit international
HEC - Montréal



Nadia Ramos
Kirkland, Québec
Commerce international et gestion stratégique
Université McGill

Les bourses d'études ne sont qu'un des volets de la Stratégie Éducation et emploi jeunesse (EYE) d'EDC, qui vise à favoriser une culture de l'exportation au Canada ainsi que la formation d'une main-d'œuvre plus instruite et davantage axée sur le commerce extérieur.

Pour en savoir davantage sur les Bourses d'études internationales ou la Stratégie EYE d'EDC, visitez www.edc.ca/jeunes. Les formulaires de demande de bourse de 2003-2004, pour étudiants de premier cycle ou du programme de MBA, sont offerts dans les universités partenaires d'EDC au Canada.

Canada

EDC
Exportation et développement Canada
Export Development Canada

Un monde d'opportunités à saisir

«Tillinghast n'est pas seulement l'un des gestionnaires les plus expérimentés... c'est aussi l'un des meilleurs»

Scott Cooley, Analyste, Morningstar (février 2001)

ALAN RADLO

FONDS FIDELITY ÉTOILE DU NORD^{MC}

JOEL TILLINGHAST

LANCEMENT LE 31 OCTOBRE

Veuillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre spécialiste en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte.

Le nouveau patron du centre de ski Le Massif veut s'assurer de l'aide de la SGF

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

LE NOUVEAU propriétaire de la station de ski Le Massif de Petite-Rivière-Saint-François, Daniel Gauthier, n'a aucune objection à ce que la Société générale de financement (SGF) injecte des centaines de millions de dollars à la station de ski du mont Sainte-Anne, en autant que la société d'État n'écarte pas l'idée d'investir chez lui.

« Rien ne dit qu'en 2004, lorsque j'amorcerai la réalisation de mon plan de développement, que je n'aurai pas besoin de l'aide de la SGF, de la Caisse de dépôt,

du Fonds de solidarité des travailleurs, des fonds d'actions ou des banques, a indiqué l'ancien président du Cirque du Soleil. Ce sont toutes des organisations qui appuient des développements régionaux. »

Daniel Gauthier pourrait monter aux barricades si la SGF annonçait qu'elle réservait ses participations à la seule station de Mont-Sainte-Anne. « Mais ce n'est pas le cas, ajoute-t-il. Les programmes sont universels. »

La SGF pourrait être en mesure d'annoncer quelque chose dans les prochains jours à propos de la station de Mont-Sainte-Anne. Son propriétaire, Resorts of the Canadian Rockies, a éprouvé des dif-

ficultés financières, l'an dernier, notamment en raison du faible rendement de ses exploitations dans l'Ouest canadien.

Selon M. Gauthier, un investissement majeur au mont Sainte-Anne ne peut qu'être avantageux pour sa station. « On peut travailler ensemble, confie-t-il. À deux, on a plus d'impact sur le plan de la publicité. Nous avons un produit complémentaire et plus la région est développée, mieux c'est pour nous tous. »

Le nouveau proprio du Massif de Petite-Rivière-Saint-François se donne jusqu'au printemps 2004 pour mettre en place son plan directeur de développement. « À l'été 2004, on devrait commencer nos travaux. »

AEterna aurait l'exclusivité en cancer du rein aux États-Unis

ANNIE MORIN
Le Soleil

LE MÉDICAMENT expérimental Neovastat, des Laboratoires AEterna, de Québec, s'est vu accorder le statut de médicament pour maladie incurable par la Food and Drug Administration (FDA) pour le traitement du cancer du rein. La FDA accorde dans certains cas cette désignation, d'avance, aux médicaments expérimentaux qui visent à traiter des maladies pour lesquelles aucun médicament actuel ne fonctionne. Ce statut donne l'exclusivité des droits de commercialisation aux États-Unis pendant sept ans.

La désignation de *orphan drug* (l'expression anglaise est une compression de « médicament pour maladie orpheline », c'est-à-dire incurable) et l'exclusivité qui l'accompagne visent aussi à encourager le développement de médicaments qui, autrement, auraient peu de potentiel commercial parce que la maladie incurable visée affectent relativement peu de gens, moins de 200 000 nouveaux cas par année.

Dans le cas du Néovastat appliqué au cancer du rein progressif, on parle de 34 000 nouveaux cas par année en Amérique du Nord et 38 000 en Europe. À plus ou moins 15 000 \$ US le traitement, c'est suffisant pour faire vivre AEterna pendant un bon bout de temps... si le médicament est efficace. Néovastat est actuellement en essais de phase 3, le test ultime avant l'homologation.

En plus d'interdire au marché américain tout produit jugé équivalent au Neovastat, le statut de médicament pour maladie donne à AEterna l'accès « à des programmes de financement pour la recherche clinique, à des crédits d'impôt pour les dépenses consacrées à la recherche clinique et au développement, à la possibilité d'une exonération des droits associés au dépôt d'une demande de commercialisation, ainsi qu'à la collaboration de l'Office of Orphan Products Development de la FDA tout au long du processus d'approbation », peut-on lire dans le communiqué de presse publié hier par la compagnie.

Gilles Gagnon, président et chef de l'exploitation des Laboratoires AEterna, ajoute que « lorsque la FDA a déjà analysé un dossier et qu'elle a reconnu l'efficacité potentielle d'un médicament, cela peut accélérer sa révision » lorsque le moment est venu de délivrer les dernières approbations en vue de la commercialisation.

Le statut de médicament pour maladie incurable pourrait également aider AEterna à se dénicher un partenaire commercial aux États-Unis.

Bien sûr, tous ces avantages ne se matérialiseront que si les résultats des dernières études cliniques sur le cancer du rein confirment l'efficacité du Neovastat, un extrait de cartilage de requin.

Feu vert au projet de loi pour des fonds privés à la SGF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Au grand dam du Fonds de solidarité FTQ et du Mouvement Desjardins, le gouvernement Landry va aller de l'avant et donner à la Société générale de financement (SGF) la possibilité de récolter des fonds auprès d'investisseurs privés.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, en dépit des objections de bien des spécialistes dans la machine gouvernementale, le premier ministre Bernard Landry a donné le feu vert pour qu'on prépare rapidement un projet de loi en ce sens. L'échéance est rapprochée car il faudra le déposer avant le 7 novembre pour avoir une chance de le faire adopter avant la fin de l'année.

Claude Blanchet, de la SGF, tenait à procéder rapidement pour émettre des actions dans le secteur privé à temps pour la période des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER).

Ces intentions ont tôt fait d'inquiéter les fonds de capital de risque existants. Au Fonds FTQ, le secrétaire de la FTQ, René Roy, s'interroge ouvertement « sur l'apparition d'un nouveau joueur » dans ce domaine. Ce n'est pas parce qu'un nouveau produit se trouvera sur le marché que les gens auront plus d'argent à investir dans ce genre de placements, dit-il. Même inquiétude du côté du Mouvement Desjardins, où le président, Alban D'Amours, a alerté directement le gouvernement de ses réticences, a-t-on appris.

Québec travaille sur une formule où la SGF deviendrait une énorme société en commandite pour éviter que les bénéfices de la nouvelle société ne devienne imposables même si l'entrée de fonds privés dépasse les 10 % prévus par la loi fédérale.

À terme, dans plusieurs années, Québec souhaiterait que les 2 milliards qu'il détient comme participation dans la SGF représente le tiers des actifs de la société. Les investisseurs privés fourniraient un autre tiers du financement tandis que le dernier tiers serait fourni par des investissements provenant de fonds privés existants.

On observe que le Mouvement Desjardins a mis un tel fonds en place il y a quelques années et n'a péniblement trouvé que 70 millions de dollars de financement externe.

Il y a cinq ans, Québec avait pris l'engagement de mettre 3 milliards dans le capital de la SGF; 900 millions manquent à l'appel et le gouvernement aura à décider s'il poursuit son engagement, explique-t-on.

PROFITEZ DE NOS BAS PRIX !

PROTEVA

- Processeur Intel P4 1,8 GHz
- Mémoire vive DDR 128 Mo
- Moniteur de 17 po
- Disque dur 40 Go
- CD-RW 32X
- Réseau 10/100
- Monté et expédié dans 7 jours ouvrables

1149\$

498281 *Détails en magasin.
Le produit peut différer de l'illustration.



Nul besoin d'aller
ailleurs avec votre
ordinateur Proteva.
Nous offrons le
service sur place à
la maison ou
au bureau !*



NOUVEAU!

RENSEIGNEZ-
VOUS SUR NOS
SOLUTIONS
FINANCIÈRES

TOSHIBA SATELLITE 1110-6MW

- Processeur Intel Celeron 1,8 GHz
- Écran TFT de 14,1 po
- Lecteur combiné CD-RW/DVD
- Modem 56 Kbps V.92 et réseau
- Mémoire vive 256 Mo
- Disque dur 20 Go
- Mémoire vidéo 16 Mo avec carte graphique ATI Mobility Radeon
- Windows XP^{MC} édition familiale



1999⁸⁵

497571/497572



SCANNER SCANJET 3500

- 1200 x 1200 ppp
- Connectivité pleine vitesse USB 2,0
- Couleur de 48 bits

489447



149⁹⁶

Valable jusqu'au 5 novembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks.
Les articles ne sont pas tous disponibles par livraison ou par commande en ligne.

Pour le magasin BUREAU EN GROS

le plus près et les heures d'ouverture, composez le :

1-800-668-6888

IMPRIMANTE PHOTO
820 EPSON GRATUITE
AVEC CET ACHAT
498019 Valeur 149,95 \$



OLYMPUS APPAREIL PHOTO NUMÉRIQUE C-730

- 3,2 mégapixels
- Zoom optique 10X, zoom numérique 3X
- Mode super macro pour photos aussi près que 1,2 po

499644

Code du bon : 5156900000000000

ZOOM
OPTIQUE +
NUMÉRIQUE
30X

899⁹⁵



ECONOMISEZ
150 \$

MONITEUR VA520 A ACL 15 po

- Dimension d'affichage de 15 po
- Résolution de 1024 x 768
- Facteur de contraste 400:1 pour de vraies couleurs
- Garantie de 3 ans

Prix après rabais

549⁹⁵

Notre prix 699,95 Rabais postal -150\$

489389



AFFICHAGE À
CL TRÈS MINCE
DE 1,9 po.
MÉTALLIQUE
ET NOIR.

PRIX
coupé
était
599⁹⁵

**BUREAU
EN GROS**^{MC}

Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

www.bureauengros.com

Vous n'avez pas à remuer ciel et terre à la recherche d'un taux avantageux pour votre CPG. Nous en avons un.

À la HSBC, nous vous offrons un éventail de solutions de placement pour satisfaire vos besoins particuliers. Notre CPG à taux avantageux n'est qu'un des produits que nous pouvons vous offrir. Pour vous prévaloir du

taux de 3,75 % sur votre CPG, vous n'avez qu'à investir vos fonds pour une période fixe de 3 ans. Pendant ce temps, vous aurez l'esprit tranquille en sachant que le taux ne fluctuera pas.

Pour de plus amples renseignements sur ce CPG ou sur d'autres solutions de placement qui pourraient vous convenir, composez le 1 888 310-HSBC (4722) ou visitez le site hsbc.ca pour connaître la succursale la plus près de vous.

HSBC

Votre banque, partout dans le monde

CPG au taux annuel de 3,75 %, d'une durée de 3 ans, non remboursable avant l'échéance.

La prochaine année sera cruciale pour Mitec Telecom

MICHÈLE BOISVERT

Malmenée par la crise qui sévit dans l'industrie des télécommunications, Mitec Telecom met tout en oeuvre pour réussir à traverser la prochaine année.

« La prochaine année sera cruciale », avoue Rajiv Pancholy, le tout nouveau président de Mitec, dont la nomination a été annoncée hier dans le cadre de l'assemblée annuelle de l'entreprise montréalaise spécialisée dans les composants pour les réseaux de télécommunications sans fil.

« On ne prévoit aucune augmentation de revenus pour les 12 à 14 prochains mois, poursuit M. Pancholy. Si nous réussissons à traverser cette période, Mitec sera en excellente position pour profiter pleinement de la reprise. »

Rajiv Pancholy connaît très bien le secteur des télécommunications. Avant d'accepter le poste de président et chef de la direction de Mitec, cet ingénieur de 45 ans était président et chef de l'exploitation chez Microcell Connexions. Avant, M. Pancholy avait occupé différents postes de haute direction chez Nortel.

« Ma première tâche sera de définir une vision pour Mitec, comment doit-on repositionner cette entreprise pour qu'elle puisse émerger plus forte de la crise qui sévit actuellement dans l'industrie des télécommunications. »



Keith Finlay, chef des services financiers de Mitec.

Outre la nomination d'un nouveau président, Mitec a présenté à ses actionnaires, réunis hier au chic Ritz Carlton, le plan de restructuration qu'elle a élaboré pour lui permettre de survivre.

D'abord, sur le plan financier, Mitec a reconnu qu'elle serait inca-

pable de respecter les conditions d'emprunt posées par les banques d'ici le 31 octobre, ce qui pourrait mettre l'entreprise en péril. Keith Finlay, chef des services financiers de Mitec, a cependant tenu à rassurer les actionnaires en annonçant que la direction avait eu des dis-

cussions productives avec ses banquiers et qu'il était confiant d'en arriver à un accord. Cette entente prendrait probablement la forme d'une extension des conditions.

Mitec est également en discussion avec des institutions financières, dans le but de trouver du financement à court terme, soit au moyen d'une émission d'actions, de titres de dettes, ou un mélange des deux.

L'entreprise montréalaise doit également sabrer ses dépenses. Voilà pourquoi elle a annoncé, lundi soir, le licenciement de 150 personnes, soit une réduction de 20 % de ses effectifs. La direction de l'entreprise n'a pas voulu préciser dans quelle mesure les 240 employés que compte Mitec à Montréal seront touchés.

« Nous ne voulons pas dévoiler cette information maintenant, puisque tous les employés concernés n'ont pas encore été avisés de notre décision de les mettre à pied », a précisé Keith Findlay.

Ces suppressions de postes entraîneront des charges exceptionnelles de 1 million de dollars. Mitec estime par ailleurs à 6 millions les économies annuelles de cette importante restructuration.

Toujours dans le but de dégager des liquidités supplémentaires, Mitec cherche activement à vendre certains éléments d'actif immobiliers ainsi que des actifs jugés non essentiels. L'entreprise espère récolter entre 9 et 12 millions de ces ventes.

« Toutes les options sont envisagées, a déclaré M. Findlay. Même

si nous n'avons pas trouvé preneur pour l'instant, nous ne vendrons cependant pas ces actifs à rabais. Ce n'est pas une vente de feu. »

Enfin, Mitec a diminué ses dépenses en recherche et développement, les faisant passer de 12 millions, l'an dernier, à 10 millions, pour l'exercice 2003.

« Nous sommes confiants que la mise en oeuvre de ce plan nous permettra d'atteindre un bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement (BAIIA) suffisant, a déclaré le chef des finances. Le défi auquel nous sommes confrontés est de nature essentiellement transitoire. Je suis convaincu que nous avons pris les décisions qui nous permettront de nous rendre jusqu'à notre prochaine exercice. »

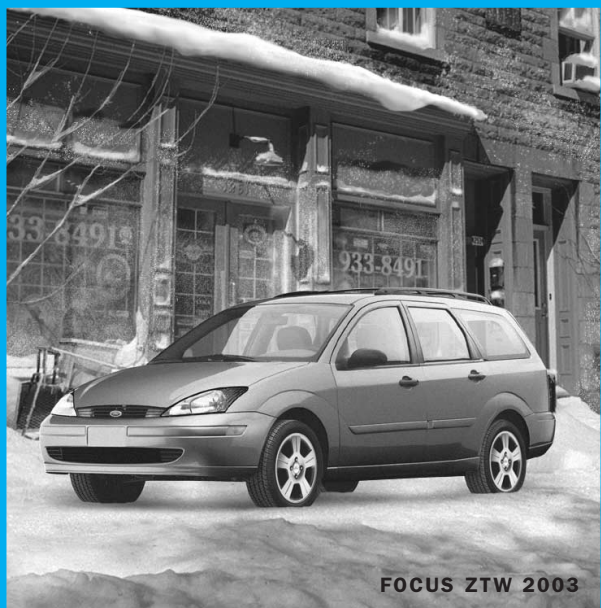
Après avoir connu un premier trimestre désastreux, avec des revenus de 24 millions, en baisse de 35 % par rapport à l'an passé, et une perte nette de 6,4 millions, Mitec s'attend pour son deuxième trimestre à une croissance de 10 à 15 % de ses revenus par rapport au premier trimestre. Pour ce qui est des bénéfices, la direction n'a pas voulu faire de prévisions, tout comme pour le reste de l'exercice 2003.

Ranjiv Pancholy, le nouveau président de Mitec, dit avoir accepté ce poste parce qu'il aime relever des défis. Avec l'année qui s'annonce, il sera, de toute évidence, comblé.

L'action de Mitec a gagné 5 cents hier, pour clôturer à 55 cents.

DAS

IST *ben ben* GUT!



**FOCUS
ÉDITION
HIVER**

FOCUS ÉDITION HIVER: ZTW, ZTS ou ZX5 2003

Technologie et conception allemandes, maniabilité exceptionnelle, moteur Zetec 2 L, climatiseur, rétroviseurs chauffants, antipatinage et sièges chauffants. La Ford Focus édition hiver possède tous les atouts pour transformer l'hiver en une réelle partie de plaisir.

289\$*
/mois
au choix

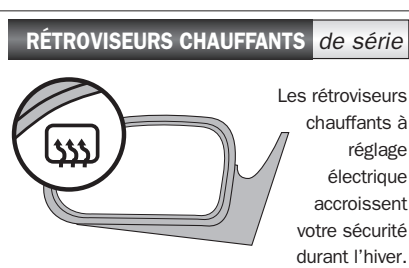
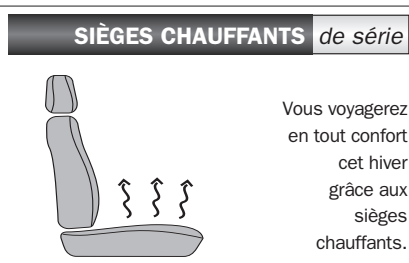
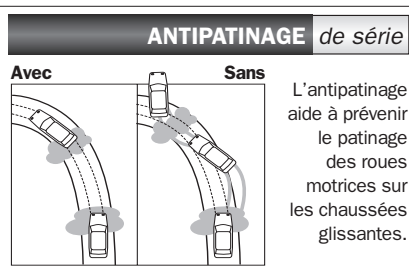
**0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ et
1^{re} MENSUALITÉ PAYÉE par FORD**



FOCUS ZTS 2003

FOCUS ZX5 2003

*Location 48 mois, transport inclus. Mises de fonds de 1 695 \$ pour la ZX5, de 2 295 \$ pour la ZTS et de 2 495 \$ pour la ZTW.



**0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ et
1^{re} MENSUALITÉ PAYÉE par FORD**



FOCUS LX 2003

199\$*
/mois



FOCUS FAMILIALE SE 2003

239\$*
/mois



FOCUS ZX3 2003

249\$*
/mois

*Location 48 mois, transport inclus. Mise de fonds de 2 495 \$.



ford.ca

Votre conseiller Ford



*Photos à titre indicatif seulement. Transport, dépôt de sécurité et 1^{re} mensualité payée par Ford inclus. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. Sous réserve de l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Cette offre s'adresse uniquement à des particuliers. L'offre peut être annulée en tout temps. Pour plus de détails, voyez votre conseiller Ford.

La pénurie de personnel commence à hanter les gens d'affaires



Dans la moitié des PME québécoises, il n'y a personne pour prendre la relève du patron, dont l'âge moyen atteint maintenant 50 ans. Pourtant, ce n'est pas de la relève que les entrepreneurs québécois s'inquiètent, mais de la pénurie de main-d'œuvre.

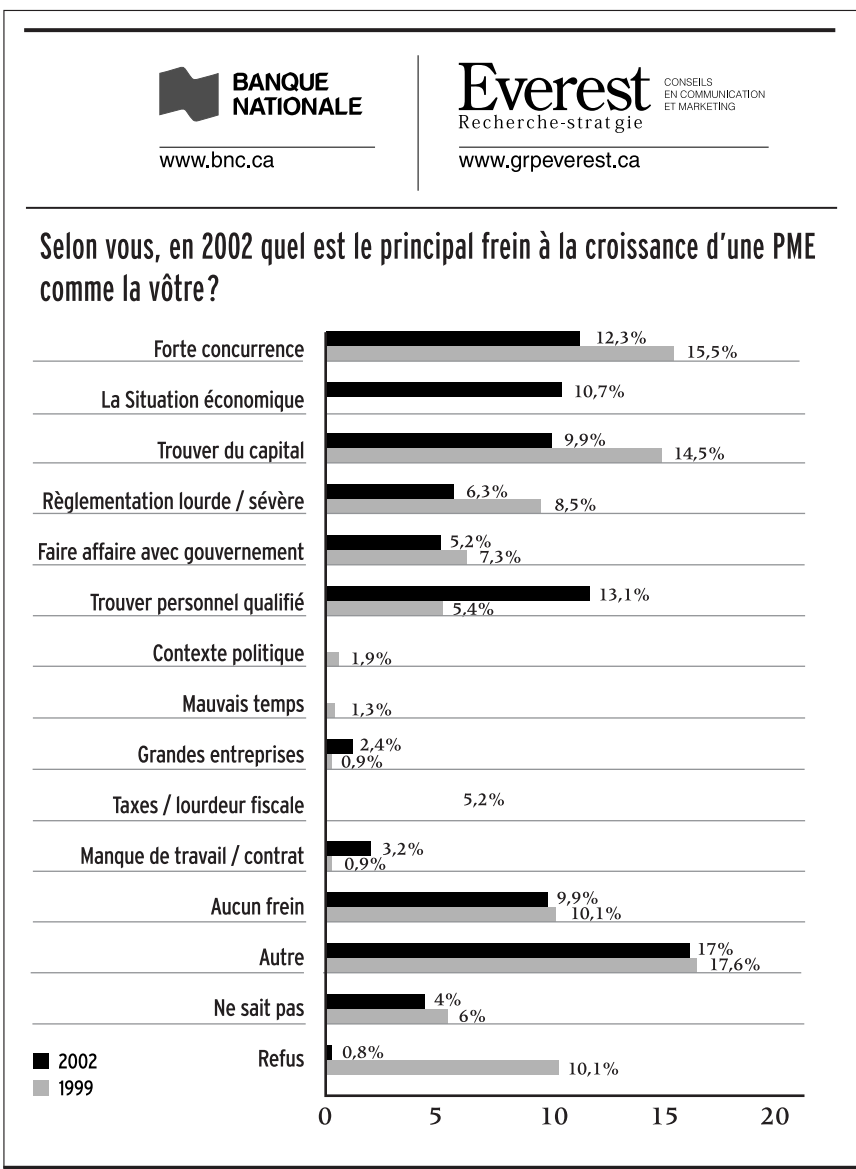
Le recrutement de personnel qualifié a grimpé sensiblement dans l'échelle des priorités des gens d'affaires du Québec, indique un sondage réalisé par le Groupe Everest pour le compte de la Banque Nationale et *La Presse*.

Le sondage réalisé auprès des chefs d'entreprises québécoises révèle que 13,1 % d'entre eux estiment que la difficulté de trouver du personnel qualifié est le principal frein à la croissance des PME en 2002. C'est presque trois fois plus que lorsque la question leur a été posée une première fois en 1999.

D'autres facteurs sont maintenant jugés moins importants qu'il y a trois ans. Ainsi, la difficulté de trouver du capital, considéré comme un frein à la croissance par 14,5 % des entrepreneurs en 1999, ne préoccupe plus que 9,9 % d'entre eux en 2002.

Ce changement de priorités reflète tout à fait la situation économique actuelle, estime Louise St-Cyr, titulaire de la chaire de développement et de relève de la PME à HEC Montréal. « Le marché du travail est bon, et le premier ministre Bernard Landry prédit même le plein emploi pour le Québec en 2005, commente-t-elle. On n'aurait pas dit ça il y a 10 ou 15 ans. »

La pénurie de main-d'œuvre est déjà une réalité dans certains sec-



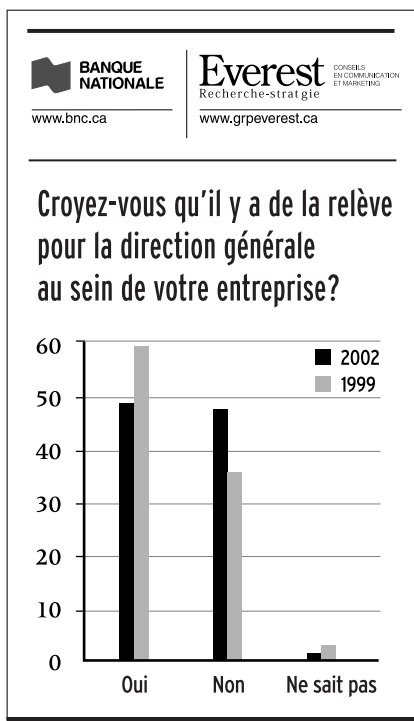
teurs d'activités et le gouvernement fédéral estime qu'il manquera un million de travailleurs qualifiés dans cinq ans.

Par contre, si l'entrepreneur québécois ne s'inquiète plus de trouver de l'argent pour investir, c'est normal, il n'investit pas, constate Louise St-Cyr. « La plupart des entrepreneurs sont devenus plus pru-

dents récemment, ils ont le pied sur le frein. Aussi, du côté des sociétés de capital-risque, ce qu'on entend, c'est qu'il manque de bons projets. »

Pas de relève

Même si les entrepreneurs québécois vieillissent, ils ne sont pas plus nombreux à planifier leur suc-



cession, indique aussi le sondage. Le tiers des entrepreneurs interrogés ont plus de 55 ans, et leur moyenne d'âge est de 50 ans, contre 48 ans en 1999.

Dans la moitié des entreprises, il n'y a pas de relève et les entrepreneurs peuvent de moins en moins compter sur les membres de leurs familles.

La possibilité qu'un membre de la famille accède à la direction est jugée très ou assez probable par 46 % des entrepreneurs interrogés, alors que cette proportion était de 53,9 % il y a trois ans.

Dans le tiers des entreprises (32,9 %), les patrons croient qu'il n'est pas du tout probable qu'un membre de leur famille accède à la direction générale.

La relève devient encore plus problématique, indique le sondage. Il y a trois ans, 59,6 % des entrepreneurs indiquaient qu'il y avait une relève dans leurs entreprises.

Trois ans plus tard, la proportion a baissé de 10 %, à 49,6 %.

Pourtant, les entrepreneurs ne se sont pas mis à la tâche. Un peu plus de la moitié d'entre eux, soit 52,4 %, disent préparer une relève, mais c'est moins qu'il y a trois ans, alors que la proportion était de 56,2 %.

Selon Louise St-Cyr, qui connaît bien le problème, même ceux qui disent préparer leur relève ne font souvent pas grand-chose. « Quand on leur demande ce qu'ils ont fait pour préparer une relève, ils répondent : un testament ! »

L'absence de relève dans les PME québécoises est un problème qui s'aggrave, quand on pense que selon d'autres coups de sonde, 56 % des entrepreneurs vont prendre leur retraite d'ici cinq à 10 ans, souligne Mme St-Cyr.

Selon elle, il y a plusieurs raisons qui expliquent la réticence des entrepreneurs à préparer leur succession. Mais surtout, « personne n'aime penser à quand on ne sera plus là ; c'est comme faire ses préparatifs funéraires, il n'y a pas beaucoup de monde qui aime ça », dit-elle.

Règle générale, les chefs d'entreprises vivent dans le présent. La majorité de ceux interrogés par le groupe Everest (63,5 %) consacrent moins du quart de leur temps à la planification à long terme. Ils préfèrent de loin les opérations (au moins 50 % de leur temps) et le développement de la clientèle (entre 25 et 49 % de leur temps).

Leur semaine de travail, par contre, s'allonge. Ils sont 20,3 % à travailler plus de 70 heures par semaine en 2002, alors que cette proportion n'était que de 10,7 % en 1999. En moyenne, la semaine de travail est de 54,7 heures.

Le sondage a été réalisé entre le 20 août et le 4 septembre auprès de 252 entrepreneurs du Québec. Le taux de réponse est de 44,7 % et la marge d'erreur est de 6,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Procter & Gamble surprend

Associated Press

CINCINNATI — Procter & Gamble a vu son bénéfice augmenter de 33 % au premier trimestre, battant les attentes de Wall Street, en raison de meilleures performances dans le secteur des soins de santé, de beauté et dans la fabrication de produits pour la maison. Le béné-

fice a atteint 1,46 milliard US, ou 1,04 \$ US par action, pour le trimestre terminé le 30 septembre, par rapport à 1,1 milliard US, ou 79 cents US par action, il y a un an. En excluant un élément spécial de 113 millions US notamment pour des frais de restructuration, la compagnie enregistre un bénéfice de 1,12 \$ US par action.

ABK veut soigner les articulations malades grâce aux crevettes de Matane

CARL THÉRIAULT
Le Soleil

RIMOUSKI – De la glucosamine à base de carapaces de crevettes de Matane d'ici deux ans ?

L'entreprise ABK-Gaspésie, de Matane, et le département de chimie du cégep de Rimouski travaillent à la mise au point d'ici juin 2003 d'un nouveau procédé d'extraction de la glucosamine à partir de la chitine contenue dans les carapaces de crevettes nordiques.

De nouvelles exigences gouvernementales à venir sur la qualité des molécules de glucosamine, essentiellement importées du conti-

nent asiatique, poussent la jeune compagnie gaspésienne à se préparer à une mise en marché à l'horizon 2004-2005.

La glucosamine est devenue ces dernières années un produit en vogue qui trouve une grande place dans le marché des médecines alternatives. « La glucosamine est une molécule secrétée naturellement par le corps humain et qui intervient dans la fabrication des cartilages articulaires », a souligné Martin Poirier, chimiste en recherche et développement à ABK-Gaspésie. La théorie veut que prendre des suppléments de glucosamine permettrait de diminuer les douleurs dues à l'ostéo-arthrite et stimulerait la régénération des cartilages endommagés. « La

transformation de la chitine en sulfate de glucosamine se fait par des procédés brutaux, avec beaucoup de produits chimiques. Ce qui est imaginé, c'est d'utiliser une substance qui le ferait pour nous, doser cette substance avec un catalyseur qui mettra en contact la chitine et cette substance », a expliqué Laurent Chénard, enseignant au département de chimie du cégep de Rimouski.

Le secret demeure toutefois sur la nature de cette substance même si la direction donnée à cette recherche ne laisse rien au hasard. « On sait ce qu'on veut trouver et on connaît le fonctionnement de notre recherche. Le défi est de voir si ça va se réaliser avec l'aide de nos étudiants en chimie analytique qui travailleront sur des choses concrètes », a précisé le professeur.

ABK-Gaspésie est une filiale d'Aqua-Biokem BSL, spécialisée dans la recherche, le développement et la commercialisation de nouveaux produits issus de résidus de transformation de la crevette. Ses produits s'adressent aux marchés nutraceutique, dermocosmétique et agroalimentaire.

Une importante étude américaine teste actuellement l'efficacité de la glucosamine sur 2000 personnes. Les résultats seront disponibles en 2005.

Une somme de 90 000 \$ est injectée dans cette recherche dont 40 000 \$ du programme d'aide à la recherche technologique du ministère de l'Éducation du Québec et 38 000 \$ de ABK-Gaspésie.

La valorisation des biomasses marines est l'un des principaux axes de développement économique du Bas-Saint-Laurent et de l'Est-du-Québec qui, avec la Côte-Nord, constitue la Technopole maritime du Québec.

Aimeriez-Vous Avoir Votre Propre Entreprise?

LE SALON NATIONAL DE LA

FRANCHISE et des OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

2 et 3 Novembre

PALAIS DES CONGRÈS

201, avenue Viger Ouest

11h à 17h

L'Unique Salon Sur Les Franchises À Montréal!

- Découvrez les opportunités d'affaires à temps plein ou à temps partiel.
- Trouvez l'entreprise qui vous convient
- Investissement requis : de 50 \$ à 500 000 \$
- Apprenez à diriger une franchise prospère
- Améliorez votre entreprise actuelle
- Voyez tous les avantages de posséder une entreprise

Séminaires GRATUITS animés par des experts

La vente directe démystifiée

L'achat d'une franchise

L'importance d'une étude de marché

...et plusieurs autres!

Entrée : 10 \$

En collaboration avec :

Ville de Montréal

Déjeuner RENCONTRE

M. RUPERT DUCHESNE
Président et chef de la direction – Aéroplan

« LA FIDÉLISATION DANS UNE ÉCONOMIE TURBULENTE »

VISA, MasterCard, American Express et chèque acceptés.

Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.

le mercredi 13 novembre 2002, à 11h45

Hôtel Omni Mont-Royal

Salon Les Saisons

Membre régulier : 45 \$

Membre étudiant : 35 \$

Membre retraité : 35 \$

Non-membre : 65 \$

Table de 8 personnes : 440 \$ (luxe non comprises)

Pour réservation : (514) 282-3810

Nos commanditaires

stress\$

VOS FINANCES VOUS STRESSENT ? HEUREUSEMENT QU'IL Y A

EN NOVEMBRE, DANS LA PRESSE DU SAMEDI, 4 CAHIERS FINANCES PERSONNELLES. **CE SAMEDI: OÙ VA VOTRE ARGENT ?**

STRATÉGIE MARKETING

Avec l'ancien Centre Molson, Bell joue sur l'attachement émotif

La valeur réelle d'un nom de stade ou d'aréna demeure imprécise



FRANÇOIS PERREAULT
collaboration spéciale

Le 1^{er} septembre, le Centre Molson devenait le Centre Bell. Officialisé à l'occasion de l'ouverture locale de la saison du Canadien le 12 octobre, l'accord fait de Bell le détenteur des droits d'utilisation du nom de l'édifice pour 20 ans.

Une des conséquences est que son nom et son logo seront désormais inscrits à plus de 1000 endroits dans le bâtiment, de la façade principale jusqu'au centre de la patinoire en passant par la signalétique, l'uniforme du personnel, etc. Sans parler des billets, du magazine du Canadien, du matériel promotionnel, de la signalisation des rues avoisinantes, etc. Coût annuel pour l'entreprise : 5 millions de dollars.

Comment justifier un investissement de cet ordre ? « L'entente offre de multiples retombées, indique Louise Bellingham, première chef divisionnaire, commandite. D'abord, la portée de cette commandite dépasse celle de la publicité puisqu'elle ajoute une valeur émotive à la marque. En s'associant au hockey et au Canadien, Bell profite de l'attachement des Québécois envers ces deux institutions. Plus que la notoriété, cette opération renforcera ainsi notre statut de chef de file dans notre secteur. »

Au-delà des considérations sentimentales, Bell profitera d'une vitrine intéressante puisque, chaque année, 1,5 million de personnes assistent à un événement à l'amphithéâtre de la rue de La Gauchetière

Des arénas et stades commandités aux États-Unis

(tous les montants sont en dollars US)

Nom	Équipes	Montant annuel	Échéance
American Airlines Arena	Heat de Miami	2,1 M \$	2019
American Airlines Centre	Mavericks et Stars de Dallas	6,5 M \$	2031
Compaq Center at San Jose	Sharks de San Jose	3,1 M \$	2016
Ericsson Stadium	Panthers de la Caroline	2 M \$	2006
FedEx Field	Redskins de Washington	7,6 M \$	2025
First Union Center	76ers et Flyers, Philadelphie	1,4 M \$	2023
Fleet Center	Celtics et Bruins, Boston	2 M \$	2010
Invesco Field at Mile High	Broncos de Denver	6 M \$	2021
Minute Maid Park	Astros de Houston	6 M \$	2030
Office Depot Center	Panthers de la Floride	1,4 M \$	2013
Pepsi Center	Nuggets et Avalanche, Colorado	3,4 M \$	2019

Source: ESPN

et 8 millions de gens circulent dans son quadrilatère. Ajoutons à cela la télédiffusion des parties du Tricolore, qui donnent à Bell une portée nationale.

Pendant un seul match de hockey, qui dure moins de trois heures, le nom et le logo de Bell sont vus ou entendus 250 fois par les spectateurs présents, indique le service des communications du Canadien.

Immenses supports publicitaires

L'entreprise de télécommunications, qui consacre 15 % de son budget de communications à la commandite, profitera de son partenariat avec le Canadien pour élaborer des promotions communes, mais Louise Bellingham précise qu'aucun projet en ce sens n'est en marche. Enfin, Bell a obtenu l'exclusivité des produits et services de télécommunications du Centre Molson et du Canadien, et est devenu fournisseur privilégié de services de télécom-

munications de Molson.

La décision de Bell s'inscrit dans une tendance lourde en Amérique. Dans les quatre sports majeurs, plus de la moitié des équipes évoluent dans des stades et arénas portant un nom d'entreprise ou de marque. Et ce mouvement ne concerne pas que de nouveaux édifices. Par exemple, pendant 32 ans, les Angels d'Anaheim (vainqueurs de la Série mondiale) ont joué au Anaheim Stadium, devenu en 1998 l'Edison International Field.

« Les entreprises ont compris que les stades et amphithéâtres sont de gigantesques supports publicitaires, estime Phil Schaaf, auteur de *Sport Marketing : It's Not Just a Game Anymore*. Chaque jour, les médias véhiculent sans frais et à plusieurs reprises le nom de ces organisations, ce qui les fait voir de leurs clients et partenaires potentiels. »

Car l'achat du nom d'un stade ou d'un aréna vise aussi à soigner ses relations d'affaires. Vous avez remarqué ces spectateurs qui prennent place à proximité de l'abri des Angels lors des parties de Série mondiale disputées à Anaheim ? Ils étaient simplement des invités d'Edison, un producteur et distributeur énergétique qui, depuis



Le nom et le logo de Bell sont inscrits à plus de 1000 endroits, de la façade principale du bâtiment jusqu'au centre de la patinoire en passant par la signalétique, l'uniforme du personnel, etc.

cinq ans et pour les 15 prochaines, verse annuellement 2,5 millions US afin que le stade de baseball porte son nom. Si elle réserve ses meilleurs sièges à ses partenaires, Edison, grâce à une entente avec Disney, propriétaire des Angels, permet aussi à ses clients grand public de profiter à l'occasion de billets à prix réduit.

Dépense folle ou investissement ?

Il est cependant difficile d'évaluer avec précision la valeur du nom d'un stade ainsi que la pertinence de son achat. Les opposants citent les cas du Enron Field, à Houston, du TWA Dome, à St. Louis, et du Adelphia Stadium, au Tennessee, dont les entreprises propriétaires du nom ont périéclité peu de temps après y avoir investi des millions. Le cas le plus éloquent demeure celui de PSINet, qui, en 1999, signait une entente record de 105,5 millions US pour 20 ans afin que le stade des Ravens de Baltimore porte son nom. Deux

ans plus tard, l'entreprise a fait faillite et a dû revendre ses droits pour seulement 5,9 millions US. Et que dire du stade des Patriots de la Nouvelle-Angleterre qui, avant son ouverture, est passé du CMGI Stadium au Gillette Stadium. À l'inverse, le coup du siècle revient au fabricant d'aliments Rich Foods. En 1973, il n'a eu à verser en tout que 1,5 million US afin de donner son nom au stade des Bills de Buffalo pour 25 ans.

L'apport pour la notoriété de la marque ne laisse toutefois pas de doute, comme en témoigne une étude menée en 1999 par Performance Research : 90 % des amateurs de sport de Chicago, Boston, Indianapolis et Minneapolis pouvaient identifier correctement le nom de l'entreprise associée au stade ou à l'aréna de leur ville. Et si le coût d'une telle reconnaissance peut sembler prohibitif, une observation rapide des frais annuels laisse voir que ceux-ci sont généralement égaux ou inférieurs à ce qu'il en coûte pour acheter 30 secondes pendant le Super Bowl.

Les Broncos au Diaphragme

L'AN DERNIER, Invesco Fund Group a investi 120 millions de dollars américains afin que le nouveau stade de football des Broncos de Denver porte le nom d'Invesco Field jusqu'en 2021.

Toutefois, le journaliste Woody Paige, du *Denver Post*, choqué que le nouveau stade ne se nomme pas Mile High, comme l'ancien domicile des Broncos (une institution dans la ville comme l'était le Forum à Montréal), a choisi de désigner le bâtiment du nom de Diaphragme, en raison de sa forme.

Il a justifié son choix en expliquant que les employés de l'entreprise utilisaient eux-mêmes cette

dénomination. Face à des menaces de poursuite d'Invesco, le *Denver Post* a par la suite identifié le stade du nom de New Mile High. Son concurrent *The Rocky Mountain News* a alors adopté comme politique d'employer le vrai nom parce que « nous sommes un journal qui rapporte les nouvelles, et qu'Invesco Field est le vrai nom du stade ».

La réplique n'a pas tardé, le *Post* qualifiant de lâche la décision de son concurrent. Finalement, on régla la question en optant pour le nom d'Invesco Field at Mile High. (FP)

L'évènement Première 2003 de Audi est en cours.

Courez tout droit chez votre concessionnaire.



Passez voir nos modèles inspirés et tout nouveaux lors de l'évènement Première 2003 de Audi. Voyez le meilleur de l'ingénierie allemande et l'ultime en matière de performance et de design : suspension avant à quatre bras, technologie révolutionnaire du moteur à cinq soupapes et traction intégrale quattro[®] en option. C'est l'occasion idéale d'acquiescer une Audi. SUIVRE, JAMAIS.[™]

LA PREMIÈRE
2003 DE AUDI

LOUEZ UNE
A4 1.8 T

399\$
PAR MOIS*

AUTOMOBILES LAUZON
2435, boulevard Chomedey
Laval (QC)
(450) 688-1120
www.lauzon.qc.ca

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961
www.autostrasse.com

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471
www.popular.qc.ca

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553
www.niquet.com

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811
www.parkavenuevw-audi.com

AVANTAGE AUDI :
SERVICES D'ENTRETIEN
PÉRIODIQUE SANS FRAIS
PENDANT
4 ANS
OU 80 000 KM

*Taux de location-bail fermé offert par Audi Finance chez les concessionnaires participants. Location de 36 mois, au taux annuel de 6,72 %, avec acompte de 5 450 \$ ou échange, dépôt de garantie remboursable de 450 \$, première mensualité de 399 \$ et frais de transport de 555 \$. Obligation totale découlant du bail : 14 364 \$. Montant dû au début du bail : 6 854 \$. Montant calculé en fonction du PDSF de 34 155 \$ de la Audi A4 1.8 T berline 2003, comprenant et un toit ouvrant vitré. Autres options en sus. Immatriculation, taxes, inspection de prélivraison, frais administratifs et assurances en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Livraison avant le 5 novembre 2002. Frais de 0,20 \$/km pour le kilométrage supérieur à 20 000 km par an assumés par le locataire. Contribution du concessionnaire requise, pouvant modifier la transaction finale négociée. Demandez les détails au concessionnaire. « Audi », « quattro », « A4 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Suivre, jamais. » est une marque de commerce de Audi of America, Inc. « Advantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2002. Pour en savoir plus sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez audi.canada.ca

Les grands magasins s'en tireront

d'après Bloomberg

NEW YORK — Quiconque s'attend à ce que le niveau record de refinancements d'hypothèques cette année stimule les ventes au détail pendant la période des Fêtes s'expose à une déception, selon Daniel Barry, analyste de Merrill Lynch.

En fait, la saison des Fêtes qui s'en vient pourrait bien être la pire en une décennie, ajoute M. Barry, l'analyste des titres des sociétés exploitant des grands magasins. Dans son secteur, M. Barry a été l'analyste le mieux coté sept années de suite par le magazine *Institutional Investor*. Les chaînes qui vendent à rabais telles Wal-Mart et Dollar General pourraient s'en tirer le mieux au cours du ralentissement, indique l'analyste.

Dans un rapport publié la semaine dernière, M. Barry écrivait que le refinancement d'hypothèque et les ventes au détail « ne sont pas directement liés », ajoutant que le refinancement ne stimule pas les achats. Les prix du pétrole à la hausse, la timide croissance de l'emploi et un marché boursier anémique vont affecter la croissance des ventes cette année, écrivait-il.

Les ventes dans les magasins ouverts depuis au moins un an, la mesure la plus couramment utilisée pour mesurer les activités des détaillants, ont augmenté de 1,5 % en septembre dernier comparativement au même mois de l'année dernière. Cette hausse était la plus faible en un an.

Les consommateurs américains n'ont pas le coeur à la fête

d'après Bloomberg

WASHINGTON — La confiance des consommateurs américains a plongé ce mois-ci à un creux de neuf ans et cette humeur morose pourrait affecter négativement les dépenses de consommation au moment où s'amorce la saison de magasinage des Fêtes.

L'optimisme s'étiole chez nos voisins du Sud, de plus en plus inquiets face à la perspective de mises à pied et de revenus à la baisse. Voilà qui pourrait fournir des arguments à la Réserve fédérale américaine (Fed) lorsqu'elle aura à décider, dans une semaine, si elle baisse ses taux d'intérêt pour empêcher une rechute de l'économie, soulignent des économistes.

« L'économie sera beaucoup plus chétive », avance Ram Bhagavatula, économiste de la Royal Bank of Scotland, à New York. « C'est l'argument massue en faveur d'une réduction des taux », ajoute-t-il.

En octobre, l'indice de confiance des consommateurs mesuré par le Conference Board américain a chuté à 79,4, comparativement à 93,7 en septembre. Il s'agit de la cinquième baisse d'affilée et ces données sont rendues publiques une semaine avant que les Américains se rendent

aux urnes pour élire tous les 435 membres de la Chambre des représentants et un tiers des 100 membres du Sénat.

En proie au pessimisme, les Américains seront peut-être moins enclins à dépenser, ce qui amènera peut-être les détaillants à proposer des rabais plus tôt que normalement, dans l'espoir de stimuler les ventes. Les dépenses de consommation forment les deux tiers de l'économie et une baisse des ventes pourrait affaiblir l'économie au moment où les investissements des entreprises contribuent peu à la croissance. Ford, deuxième constructeur automobile au monde, a indiqué que les ventes d'autos en octobre avaient manqué d'allant.

Les investisseurs s'attendent de plus en plus à ce que la Fed abaisse ses taux d'intérêt sur les prêts au jour le jour à sa réunion du 6 novembre prochain. Le taux repère se situe à 1,75 %, un taux plancher de 41 ans.

Le taux de rendement des contrats à terme des fonds fédéraux de novembre a baissé de six points de base hier, à 1,58 %, ce qui donne à penser que les investisseurs s'attendent à une baisse de 0,25 % la semaine prochaine.

« Les perspectives des détaillants pour la saison des Fêtes sont plutôt moches à l'heure ac-

tuelle », soutient Lynn Franco, directrice du centre de recherche sur la consommation du Conference Board. « Sans la probabilité d'un sursaut des dépenses de consommation, la reprise économique déjà hésitante pourrait s'affaiblir encore davantage », ajoute-t-elle.

Les économistes s'attendaient à un résultat de 90 à l'indice de confiance, selon la médiane de 56 prévisions recueillies lors d'un sondage de Bloomberg News. Le rapport se fonde sur un sondage mené auprès de 5000 ménages réalisé au cours des trois premières semaines d'octobre.

Pas moins de 41 % des personnes sondées lors d'une enquête de *Time-CNN* estiment que l'économie est l'enjeu le plus important lors des élections américaines de novembre. Les résultats de ce sondage ont été publiés samedi dernier.

Par ailleurs, 53 % des personnes sondées qualifient de mauvaise ou de très mauvaise la situation économique actuelle, en hausse par rapport aux 51 % d'août dernier. C'est aussi la plus forte proportion depuis décembre 1993. En outre, 44 % pensent que les Démocrates feraient un meilleur boulot au chapitre de l'économie comparativement à 39 % qui leur préférèrent les Républicains.

Croissance solide dans les provinces canadiennes en 2003

Presse Canadienne

OTTAWA — La croissance économique s'annonce solide dans les provinces canadiennes en 2003 alors que 2002 aura été une année exceptionnelle, notamment au Québec.

Ainsi, le Conference Board du

Canada prévoit pour toutes les provinces une croissance économique supérieure à 3 %, ou presque.

La province de Terre-Neuve/Labrador arrive en tête avec une croissance spectaculaire du produit intérieur brut (PIB) de 9,7 % en 2002, en raison surtout d'une augmentation de 86 % de la produc-

tion de combustibles minéraux.

Le Québec peut se réjouir d'une année exceptionnelle en 2002, avec un nombre record de 100 000 emplois créés depuis décembre 2001, une hausse constante des mises en chantier depuis 10 ans et une effervescence dans le secteur de la construction non résidentielle. La

croissance devrait se situer à 3 % l'an prochain.

Le Nouveau-Brunswick profitera d'une croissance de 3 % en 2002, puis de 3,3 % en 2003. Enfin, le PIB de l'Ontario devrait augmenter de 3,5 % en 2003, en raison d'importantes dépenses de consommation et de créations d'emplois.



3081394A

Mon imprimante m'aide dans ma compagnie de décoration intérieure.

Elle peut scanner des esquisses et les télécharger sur un site web avec mon ordinateur personnel.

Une nuit, mon imprimante a scanné ses propres esquisses et les a expédiées par courriel à ma cliente qui les a vraiment aimées. J'ai dit qu'elles étaient de moi.

Plus « imprimante » que vous ne l'avez demandé. L'imprimante tout-en-un hp officejet d135. Imprime, télécopie, scanne et photocopie. Maintenant avec impression couleur recto-verso automatique en option. 799 \$*. hp.ca/toutenun



ESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 30 OCTOBRE 2002

*Suite à la
page D 11*

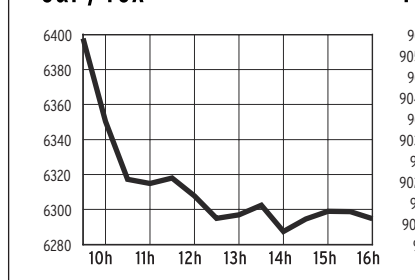
suite de la page D 10

de la page D 10

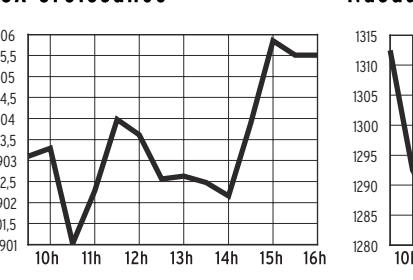
[illegible]

Suite à la page D 1

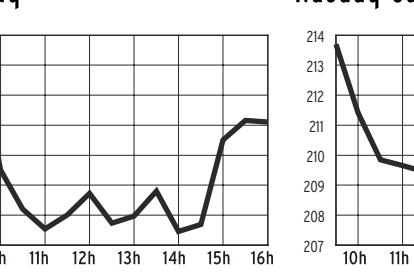
S&P / TSX



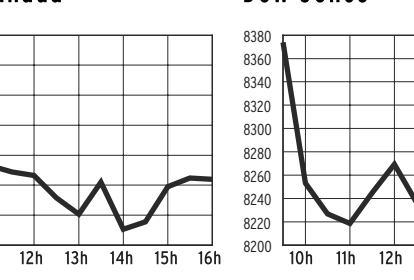
SX Croissance



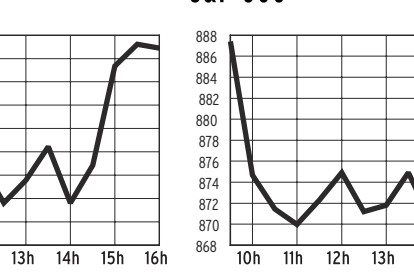
De



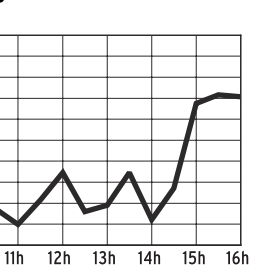
Canada Dow



S&P 500



0



W YORK

Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	Net	ch.	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	Net	ch.	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	Net	ch.	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	Net	ch.	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	Net	ch.	
A - B																																								
AAR	071	420	820	4.02	0.30			BedCo	397	621	1055	25.55	29.93	-0.14		ConEd	222	9491	4047	5.11	43.74	0.56		FraneT	916	594	1113	10.50	1.08	-0.53		K2 Inc								
ACM/NO	99	6574	407	8.02	0.20			BedSuth	40	49329	270	26.00	26.58	-0.53		ChlAirB	983	9033	560	4.92	63.74	0.56		FraneT	916	594	1113	10.50	1.08	-0.53		K2 Inc								
ACM/MI	51	4871	407	4.02	0.05			Bemis	104	2055	525	50.70	32.40	-0.09		CoopCam	3	0	0	0	0	0		FMCG	6914	1268	1225	12.45	0.15			K2 Inc								
AES CP	22881	126	1.15	1.24	0.01			Benetton	71e	51	200	18.90	19.51	-0.82		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																
AFAR	149644	31.16	30.00	30.00	-0.35			BerkB	14	123400	72620	7310	1.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
AMC	19562	4.50	4.58	4.58	-0.02			BestBuy	44697	2269	21.01	22.58	0.41		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
AMT	139083	1.00	1.00	1.00	0.00			Beverly	4648	20.88	1.98	1.98	1.10		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
AT&T	60a	1528	30.80	31.00	0.35			BKBrkH	Subs	4323	44.55	43.43	43.55	-0.55		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																
AT&T D28	20	275	21.58	24.98	51.20			Blackboxr	08	9572	23.40	21.70	23.34	-1.44		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																
AT&T D28	51e	470	24.28	14.34	13.94	-0.50		Boeing	684090	2491	20.00	19.20	0.72		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
AtlLab	40	932	6.66	6.62	6.73	-0.12		BoiseC	60	5817	24.95	24.10	24.56	-0.44		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75	0.70			BostSci	72	76.76	25.76	25.76	0.00		C o o	10	3021	52.80	51.55	52.95	0.04		G																	
Accen-	16529	10.77	16.75	16.75																																				

**OPTIONS SUR
L'INDICE S&P 100
À CHICAGO**

[illegible]

ASDAO

[illegible]

D13

1

CONTRATS À TERME

S&P CAN 60
200 \$ fois le S&P CAN 60
Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$

	Historique	Jour	Int. en cours					
	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	cours	
Déc.2	373.300318	1.00361	9.00353	5.00356	200	-7.10	75721	
Mars3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0	
Jun3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0	
Sept.3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0	
Volume journée précédente:	3740							
Intérêts en cours journée précédente:	75721							
3 MOIS								
Acceptations Bancaires Canadiennes								
1 \$ millions; points de 100 p. cent								
	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours	
Nov.2	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0	
Déc.2	97.310	94.240	97.180	97.140	97.170	0.035	52188	
Jan.3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0	
Mars3	97.170	94.070	97.120	97.020	97.080	0.070	66972	
Jun3	97.070	94.140	96.920	96.800	96.900	0.120	29650	
Sept.3	96.840	93.820	96.660	96.550	96.630	0.100	16709	
Déc.3	96.560	93.880	96.350	96.350	0.090	5759		
Mars4	96.340	93.770	0.000	0.000	96.110	0.000	2879	
Jun4	95.960	94.340	0.000	0.000	95.870	0.000	2196	
Sept.4	95.670	94.220	0.000	0.000	95.640	0.000	206	
Déc.4	95.510	94.100	0.000	0.000	95.450	0.000	231	
Mars5	95.390	94.450	0.000	0.000	95.320	0.000	136	
Jun5	95.300	95.300	0.000	0.000	95.190	0.000	2	
Sept.5	95.210	95.210	0.000	0.000	95.060	0.000	2	
Volume journée précédente:	22274							
Intérêts en cours journée précédente:	176930							
10 ANS								
CONTRAT à terme sur obligations du Canada								
\$100 000; points de 100 p. cent								
	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours	
Déc.2	106.26	104.10	105.92	104.91	105.71	0.83	57075	
Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	105.01	0.00	0	
Jun3	0.00	0.00	0.00	0.00	104.01	0.00	0	
Sept.3	0.00	0.00	0.00	0.00	103.01	0.00	0	
Volume journée préc.:	11023							
Intérêts en cours journée précédente:	57075							
OPTIONS sur contrats à terme sur								
Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois								
1 \$ Million; points de 100 p. cent								
s: non-offert								
Prix de	Achats	Ventes						
levée	Déc. 2	Mars 3	Jun 3	Sept. 3	Déc. 2	Mars 3	Jun 3	Sept. 3

95.000 s s s s 0.000 s s s s

95.250 s 1.830 s s s 0.000 s 0.000 s s s

95.750 s s 1.245 1.110 0.000 s 0.095 0.230

95.875 s s s 1.015 s s s 0.280

96.000 s 1.095 1.030 0.920 0.000 0.015 0.130 0.290

96.125 s s 0.930 0.830 s s 0.155 0.325

96.250 s 0.865 0.830 0.740 s 0.035 0.180 0.360

96.375 s 0.750 0.735 0.660 s 0.045 0.210 0.405

96.500 0.670 0.645 0.645 0.580 0.000 0.065 0.245 0.450

96.625 s 0.540 0.560 0.505 s 0.085 0.285 0.500

96.750 0.425 0.445 0.480 0.435 0.005 0.115 0.330 0.555

96.875 0.305 0.355 0.405 0.370 0.010 0.150 0.380 0.615

97.000 0.200 0.280 0.335 0.310 0.030 0.220 0.435 0.680

97.125 0.115 0.210 0.275 s 0.070 0.255 0.500 s

97.250 0.055 0.150 0.220 0.210 0.135 0.320 0.570 0.830

97.375 s 0.105 0.170 s s 0.400 0.645 s

97.500 s 0.065 0.130 s s 0.485 0.730 s

Volume précédent des options d'achat: 0

Volume précédent des options de ventes: 0

Intérêts en cours des options d'achat: 8350

Intérêts en cours des options de ventes: 9550

Nortel

1 contrat = 100 actions du sous-jacent

Changement min. de 0.01 \$ = 1.00 \$ par contrat

	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.2	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0
Mars3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0
Jun3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0
Sept.3	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0
Volume journée précédente:	0						
Intérêts en cours journée précédente:	0						
Options commanditées							
Valeurs	Levée	Offre	Dem.	Vol.	Intérêts		
Indice canadien S&P/TSX							
énergie							
200 \$ fois l'indice							
Changement de 0.10 point d'indice = 20 \$							
	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.2	0.00	0.00	0.00	0.00	116.80	0.00	0
Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	117.10	0.00	0
Jun3	0.00	0.00	0.00	0.00	118.00	0.00	0
Sept.3	0.00	0.00	0.00	0.00	119.10	0.00	0
Volume journée préc.:	0						
Intérêts en cours journée précédente:	0						
Indice canadien S&P/TSX							
technologie de l'information							
500 \$ fois l'indice							
Changement de 0.05 point d'indice = 25 \$							
	Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises étrangères, mardi, tel que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud	rand	\$ 0.1628
Arabie saoudite	riyal	\$ 0.4316
Argentine	peso	\$ 0.44559
Australie	dollar	\$ 0.9027
Bahamas	dollar	\$ 1.5761
Bahreïn	dinar	\$ 4.2552
Barbade	dollar	\$ 0.8139
Bermudes	dollar	\$ 1.5761
Brésil	real	\$ 0.4190
Bulgarie	lev	\$ 0.8068
Caralbes	dollar	\$ 0.6069
Chili	peso	\$ 0.00219
Chine	renminbi	\$ 0.1948
Chypre	livre	\$ 2.7588
Colombie	peso	\$ 0.000577
Corée	won	\$ 0.001307
Costa Rica	colon	\$ 0.004316
Danemark	couronne	\$ 0.2133
Dominican Republic		
Peso\$ 0.0872		
Egypte	livre	\$ 0.3472
Em.A.U.	dirham	\$ 0.4368
Etats-Unis	dollar	\$ 1.5627
Europe	euro	\$ 1.5371
Fidji	dollar	\$ 0.7663
Guyane	dollar	\$ 0.008912
Haiti	gourde	\$ 0.0458
Hong Kong	dollar	\$ 0.2060
Hongrie	forint	\$ 0.00653
Inde	roupie	\$ 0.0340
Indonésie	roupie	\$ 0.000182
Israël	shekel	\$ 0.3360
Jamaïque	dollar	\$ 0.0346
Japon	yen	\$ 0.012699
Kenya	shilling	\$ 0.0202
Koweït	dinar	\$ 0.3847
Liban	livre	\$ 0.001060
Malaisie	ringgit	\$ 0.4329
Maroc	dirham	\$ 0.1507
Mexique	peso	\$ 0.1653
Norvège	couroune	\$ 0.2139
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.7820
Pakistan	roupie	\$ 0.0282
Pérou	sol	\$ 0.4468
Philippines	peso	\$ 0.0302
Pologne	zloty	\$ 0.3790
Rép. Dominicaine	peso	\$ 0.0872
Rép. tchèque	couroune	\$ 0.0510
Roumanie	leu	\$ 0.0000479
Royaume-Uni	livre	\$ 2.4348
Russie	rouble	\$ 0.0505
Singapour	dollar	\$ 0.9022
Slovaquie	couroune	\$ 0.0379
Slovénie	tolar	\$ 0.006896
Sri Lanka	roupie	\$ 0.01666
Suède	couroune	\$ 0.1740
Suisse	franc	\$ 1.0766
Taiwan	dollar	\$ 0.0461
Tanzanie	shilling	\$ 0.001642
Thaïlande	bahit	\$ 0.0370
Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2857
Tunisie	dinar	\$ 1.1595
Turquie	livre	\$ 0.00000096
Ukraine	hryvna	\$ 0.3006
Venezuela	bolivar	\$ 0.00116
Les cotes sont en devises canadiennes.		

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (catégorie-A-)

Comptant	1529-1530
3 mois	1545.5-1546.5
15 mois	1597-1602

PLOMB

comptant	422-422.5
3 mois	432.5-433
15 mois	465-470

ALUMINIUM

comptant	1336-1337
3 mois	1336-1337
15 mois	1375-1380

NICKEL (dollars)

comptant	7160-7170
3 mois	7090-7100
15 mois	6955-7005

ÉTAÏN

comptant	4220-4225
3 mois	4250-4255
15 mois	4335-4345

ZINC (qualité supérieure)

comptant	766-767
3 mois	778-779
15 mois	820-825

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé mardi le prix de l'argent de (\$0,0100) cent américain par rapport à l'ouverture de la veille

Mardi: \$4 4300

MONTREAL — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent canadien \$7 323 (\$+0 127)

l'once troy

NEW YORK — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent américain \$4 520 (\$+0 080)

l'once troy.

L'OR

(AP) — Cours de l'or mardi en dollars US par once, sur les cinq principales places financières

Hong Kong:.....(\$315.45) (\$+2.00)

Londres:.....(\$317.30) (\$+2.50)

Paris:(\$313.99) (\$4.86)

Zurich:.....(\$316.90) (\$+2.55)

(PC) — L'or cotait à 496 \$ CAN à l'offre (317 \$ US) et 498 \$ CAN à la demande (318 \$ US) hier à la clôture chez Thomas Cook, courtier en métaux précieux et devises étrangères.

BOURSES ÉTRANGÈRES

52 sem.

	Auj.	Hier	Haut	Bas
Amsterdam (AEX)	323.04	339.37	642.29	291.44
Bruxelles (Bel-20)	1929.56	1985.57	3030.42	1773.67
Francfort (dx)	3022.01	3198.96	6795.14	2597.88
Hong Kong	9634.67	9853.74	16163.99	8858.69
Londres (250)	4366.5	4432.6	6788.3	4131.0
Londres (FT100)	3935.9	4090.5	6334.5	3671.1
Mexico (ipc)	5893.76	5887.29	7574.35	5081.92
Milan (m)	16924	17475	31148	15565
Paris (cc)	2965.11	3120.85	5988.15	2656.23
Sydney (o)	2967.4	2989.8	3425.2	2855.5
Tokyo (ndi)	8708.76	8757.51	14529.41	8439.62
Toronto (t)	6294.81	6419.37	9348.36	5695.33
Zurich (sm)	4753.2	4901.6	8135.4	4435.0

LE PRIX EST BON!

C'EST LE TEMPS DE FAIRE VOTRE TRANSACTION DE L'ANNÉE!

Prenez rendez-vous pour un essai sur route et goûtez le plaisir qu'une Mini peut apporter dans votre vie.

Demandez à l'un des conseillers en vente de Mini Mont-Royal des précisions sur les taux de location spéciaux.

MINI Mont-Royal

Une division de BMW Canbec

LE SEUL CONCESSIONNAIRE MINI EXCLUSIF AU QUÉBEC

4220, boul. Saint-Laurent (angle Rachel) (514) 289-MINI (6464) www.montroyal.mini.ca

ANIMAUX

ANNONCEZ

DANS LA RUBRIQUE ANIMAUX

ET OBTENEZ

UN CHÈQUE-CADEAU*

DE 10\$

APPLICABLE À L'ACHAT DE NOURRITURE CHEZ

*QUANTITÉ LIMITÉE

4 jours consécutifs pour seulement 30,48 \$* pour 3 lignes

2,54 \$* par ligne additionnelle par jour

*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

cyberpresse.ca

987-VENDU

1 866 987-VENDU

La parution sur ÇAPRESSE.CA est incluse dans le prix

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

3086322A

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US

	Mardi	Lundi
Saudi Arabian light	24,98	24,81
North Sea Brent	25,85	25,83
West Texas Intermediate	26,88	27,28

ÉDITION SPÉCIALE

La Presse

NOVEMBRE 2002

FINANCIAL POST

BULLETIN PRÉSIDENTIEL 2002

• LES PDG LES PLUS ET MOINS PERFORMANTS

• NOS PATRONS MÉRITENT-ILS LEUR SALAIRE ?

SCANDALES FINANCIERS

LES RETOMBÉES AU QUÉBEC

QUI SERA LE PDG DE L'ANNÉE ?

Les abonnés de La Presse le sauront le mardi 5 novembre. Un magazine spécial de 72 pages sera inséré exclusivement dans les exemplaires des abonnés.

ABONNEZ-VOUS À LA PRESSE DÈS MAINTENANT !

(514) 285-6911

360networks, Inc.	Laidlaw, Inc. (2001)
Adelphia Communications Corp.	Metals USA, Inc.
Ames Department Stores, Inc. (2001)	National Record Mart, Inc.
Bethlehem Steel Corp.	Payless Cashways, Inc. (2001)
BroadLink Wireless, Inc.	Star Telecommunications, Inc.
Budget Group, Inc.	Swissair Group, Inc.
Consolidated Freightways Corp.	Teleglobe Holdings (US) Corp.
Federal-Mogul Corporation (2001)	Trans-World Airlines, Inc. (2001)
General Datacomm Industries, Inc.	USInternetworking, Inc.
Global Crossing, Ltd.	West Coast Entertainment, Inc.
Hayes Lemmerz International, Inc.	Williams Communications Group, Inc.
Jacobson Stores, Inc.	WorldCom, Inc.
Kmart Corp.	Zany Brainy, Inc.

ÊTES-VOUS SÛR QUE VOTRE ACHETEUR VOUS PAIERA ?

Vous connaissez votre acheteur, une grosse entreprise établie aux États-Unis. Mais êtes-vous couvert contre les difficultés financières qu'elle pourrait connaître?

En 2001, EDC a versé plus de 40 millions de dollars en indemnités reliées à la faillite.

• **Transactions courantes** : L'assurance-comptes clients d'EDC couvre jusqu'à 90 % de vos pertes si un acheteur ne peut pas payer ou s'il refuse de le faire.

• **Transactions individuelles d'un maximum de 250 000 \$** : Assurez vos créances en ligne avec **ProtEXPORT**.

La liste d'entreprises ci-contre est tirée du site www.bankruptcydata.com

Appelez-nous au 1-888-969-6785

www.edc.ca/details

Canada

Exportation et développement Canada
Export Development Canada

Le FMI qualifie la performance européenne de décevante

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le Fonds monétaire international (FMI) a qualifié hier la performance économique de la zone euro de « décevante », et a revu en baisse ses prévisions de croissance économique pour cette zone de 12 pays européens à 0,7 % pour 2002 par rapport à 0,9 % dans sa précédente estimation en septembre.

« Pendant l'année écoulée, la performance économique générale de la zone euro a été décevante », ont constaté les administrateurs du FMI dans leur analyse annuelle de la situation de la zone euro.

Le FMI a ainsi revu ses prévisions de croissance économique pour la zone euro en baisse à 0,7 % pour 2002 (en septembre, elle prévoyait 0,9 %) et à 2 % pour 2003 (en septembre, elle prévoyait 2,3 %).

Pour l'inflation, le FMI pronostique un taux annuel aux alentours de 2 % pour 2002 et pour 2003 un taux de 1,5 %.

L'examen par le FMI montre que « la croissance a été plus faible et l'inflation plus élevée que prévu ». Cette évolution était notamment due à des chocs imprévus — en particulier hausses de prix du pétrole, épidémiologies (épidémies animales) et turbulences sur les marchés financiers —, selon le FMI, qui y voit « une vulnérabilité aux chocs plus grande que prévue ».

En particulier « les trois plus grands pays de la zone euro (Allemagne, France et Italie) doivent faire un effort commun crédible pour être dans la ligne du Pacte de stabilité », a souligné le responsable de l'Eurogroupe au FMI, Michael Deppler, au cours d'une téléconférence de presse. Le Pacte de stabilité impose aux États membres de l'UE un endettement annuel maximum (que la France ignore et que l'Allemagne vient de dénoncer).

« Les pays plus petits ont eux entrepris les ajustements nécessaires », a-t-il insisté.

Par ailleurs, M. Deppler estime que l'euro demeure sous-évalué : « Nous pensons qu'il pourrait encore monter », a-t-il dit.

Quant à l'avenir, les administrateurs annoncent une « reprise plutôt progressive » qui devrait s'accélérer en 2003, « tirée par la consommation, lorsque les chocs des prix se seront dissipés et dans la foulée des développements mondiaux », ont souligné les administrateurs.

Cette reprise sera soutenue notamment par le fait que les « fondamentaux économiques sont dans l'ensemble sains et les progrès réalisés en matière de réforme structurelle comme le prouve la relative robustesse du marché du travail ».

Mais malgré cela, le FMI considère que des « risques considérables de dégradation persistent, y compris ceux liés à la situation mondiale fragile et l'impact des turbulences sur les marchés financiers ».

L'Europe balaie des problèmes graves sous le tapis

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

ANALYSE

Une réunion des chefs de gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles, jeudi et vendredi derniers, a permis d'aplanir les problèmes financiers que pose l'admission de 10 nouveaux membres en 2004. Le sommet de Copenhague au mois de décembre pourra donc formellement ouvrir la porte à ces pays d'Europe de l'Est et de la Méditerranée.

L'accord fait de nombreux heureux dont la France, qui insistait sur le maintien de la politique agricole commune, et l'Allemagne, qui cherche à éviter toute augmentation de ses dépenses. Quant aux nouveaux membres, ils obtiendront, dès 2004, 25 % des subventions agricoles, une proportion qui atteindra 100 % en 2013. Il n'est donc pas question d'en faire des membres à prix réduit, comme ils le craignent. Ils devront cependant faire accepter à leurs citoyens qu'ils contribueront financièrement à l'Union dès le début et n'en retireront les avantages financiers que 12 mois plus tard, car Bruxelles est conscient du danger des problèmes de liquidité.

Ce détail souligne à quel point les finances de l'Europe sont encore primitives et incapables de contribuer à l'intégration économique et politique du continent. Le budget de l'Union est plafonné à 1,27 % de son produit intérieur brut (PIB). La dépense la plus importante de cette enveloppe est la politique agricole commune (PAC) qui engloutit 40 % du total. Ce montant

est destiné aux agriculteurs qui représentent environ 5 % de la population mais, en réalité, la plus grande partie de cette somme va aux agriculteurs les plus productifs, donc à moins de 1 % de la population.

Les autres parties du budget sont mieux gérées, notamment l'aide au développement régional qui a beaucoup aidé l'Irlande à devenir un des pays les plus dynamiques grâce à l'excellence de son système d'éducation.

Occasion ratée

L'admission de nouveaux membres aurait été l'occasion idéale pour amorcer une réforme de la PAC pour que ces paiements cessent d'être une rente qui fausse les forces du marché, tant en Europe que dans le monde. Une utilisation repensée de ces paiements contribuerait à développer et à diversifier des économies qui dépendent excessivement de l'agriculture, comme en Pologne, par exemple.

Mais l'Europe a reculé devant cette occasion et ce défi, tout en étant conscient du fait qu'il faudra un jour complètement réformer la PAC. Ce projet est bien vivant dans des pays comme l'Allemagne, qui supportent la plus grande part du financement de la politique agricole et qui en retirent le moins. On peut craindre maintenant que l'Europe ne fasse cette réforme à reculons, sous l'impulsion des négociations à l'Organisation mondiale du commerce. Pour un grand nombre de producteurs agricoles du tiers-monde, appuyés par le Canada, il est important d'obtenir des pays industrialisés, et surtout de l'Europe, l'abolition de subventions qui faussent la production agricole mondiale et accablent les pays les plus pauvres.

Comme un virus

En gros, l'accord de Bruxelles, la semaine dernière, signifie que les mauvaises habitudes financières de l'Europe seront transmises aux nouveaux membres, au lieu de profiter de l'occasion pour faire des réformes fondamentales. L'avant-projet d'un traité constitutionnel, présenté lundi par Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, semble ouvrir la voie à une constitution qui prescrira un partage démocratique des pouvoirs et encouragera ces réformes en profondeur.

Les travaux de la Convention prendront longtemps et il faudra des années avant que les pays membres — ils seront bientôt 25 ou plus — se mettent d'accord. Mais rien ne devrait empêcher que les gouvernements nationaux et les institutions de Bruxelles n'aillent de l'avant et ne fassent les réformes qui s'imposent. Même si le monde politique français est réfractaire à une réforme de la PAC, qui est si généreuse à l'égard de personnalités politiques influentes, le gouvernement devrait être capable d'examiner froidement des mesures qui seraient plus rentables pour l'ensemble de l'Europe et qui éviteraient de faire des agriculteurs polonais des concurrents redoutables pour ceux que la France choisit depuis des décennies.

On insiste beaucoup sur le fait que l'élargissement de l'Union européenne est une grande réussite politique en effaçant la division factice du continent par le rideau de fer. Malheureusement, il y a aussi une dilution de la cohésion politique de l'Europe au moment où le nombre de problèmes économiques et financiers augmente.

La Presse

CARRIÈRES PROFESSIONNELLES

cyberpresse.workopolis.com

ÉCOLE ST-GEORGES DE MONTRÉAL

L'École St-Georges de Montréal recherche un :

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

langue seconde pour l'année académique 2002-2003.

Les candidats doivent posséder un certificat d'enseignement secondaire du ministère de l'Éducation, une expérience pertinente en enseignement au secondaire, une aptitude à travailler en équipe et un intérêt pour les approches multidisciplinaires. Seuls les candidats sélectionnés seront convoqués en entrevue.

Faire parvenir votre C.V. à :

École St-Georges de Montréal
A/s de la Directrice
3100, The Boulevard
Montréal (Québec) H3Y 1R9
Télécopieur : (514) 933-3621
Courriel : lavoie@stgeorges.qc.ca

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

Pour entreprise manufacturière dans le domaine du mobilier de bureau. La personne recherchée devra être bilingue et avoir 5 ans d'expérience dans la vente, beaucoup d'entregent, très bon sens des communications et très responsable. Excellents revenus.

Envoyer C.V. sous pli confidentiel à La Presse

Référence: 1134
C.P. 6041, Succ. Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3E3



Directeur de formation technique

PhytoDERM, chef de file dans l'industrie nord-américaine, distribue les produits de soins Yonka et G.M. Collin et depuis 25 ans se démarque par sa formation innovatrice et son excellent soutien technique à sa clientèle.

Le candidat sera responsable d'une équipe de 7 formatrices techniques au Canada et aux États-Unis. Vous travaillez en étroite collaboration avec le service des ventes. Vous êtes en mesure de les aider à définir leurs besoins en matière de formation technique et êtes un partenaire clé dans l'atteinte de leurs objectifs. Vos fonctions principales consistent à :

- superviser l'équipe canadienne et américaine de formatrices techniques et veiller à leur développement professionnel;
- coordonner les programmes du service de la formation tant pour la formation interne que pour la formation clients.

Exigences

- Baccalauréat soit en science de la santé (biologie ou en pharmacologie), en marketing ou tout autre expérience jugée équivalente;
- Cinq années d'expérience dans un environnement de formation;
- Parfaitement bilingue (parler et écrit);
- Connaissance des soins esthétiques et de nos gammes de produits esthétiques constitue un atout;
- Disponible à voyager.

Envoyez faire parvenir votre C.V. à :

PhytoDERM Inc.
Télécopieur: (514) 735-8460 Courriel: cv@phytoderm.com



Savoir écouter.

Andromed est un leader international dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits et services de haute technologie médicale.

Notre priorité en matière de ressources humaines est simple: embaucher les meilleurs talents qui soient et favoriser leur épanouissement professionnel.

Andromed offre un programme de formation continue et des avantages sociaux compétitifs et souscrit au principe d'équité en matière d'emploi.

Nous sommes actuellement à la recherche de:

Ingénieur en électricité, spécialité électronique : Poste # 100

Baccalauréat en génie, 3 ans minimum d'expérience en conception, développement, essai et intégration de circuits électronique analogique et numérique. Connaissances requises: PLD, FPGA, intégration de systèmes, logiciel ORCAD ou Protel.

Analyste Programmeur : Poste # 200

Baccalauréat en sciences informatiques/génie. Minimum de 3 ans d'expérience sur Linux/Solaris et de 2 ans sur Windows. Le candidat devra être en mesure de procéder au montage d'un environnement UNIX et de participer au développement des applications en réseau. Connaissances requises: réseaux IP et développement en XML. Une expérience des protocoles de réseaux en temps réel serait un atout.

Analystes Programmeurs : Poste # 300

Baccalauréat en sciences informatiques/génie. Minimum de 3 ans d'expérience en développement, essai et intégration du traitement des signaux numériques (DSP). Connaissances requises: réseaux IP, systèmes intégrés, et développement d'applications en réseau. Avoir travaillé au sein d'une équipe de recherche et développement et/ou dans l'industrie de l'équipement médical serait un atout.

Analyste Programmeur : Poste # 400

Baccalauréat en sciences informatiques/génie. Minimum de 4 ans d'expérience en développement d'application JAVA. Expérience requise dans la conception et l'implantation d'une interface utilisateur graphique. Connaissances requises: développement en XML, applications distribuées, réseaux IP, bases de données Oracle. Avoir travaillé au sein d'une équipe de recherche et développement et/ou dans l'industrie de l'équipement médical serait un atout.

Si vous désirez vous joindre à notre équipe, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae **par courriel seulement** aux coordonnées suivantes:

RH@andromed.com en indiquant le titre du poste que vous sollicitez.

Nous remercions tous les candidats de leur intérêt pour notre entreprise. Cependant, seules les personnes convoquées en entrevue seront contactées. Pas d'appel téléphonique S.V.P.

3092537

LE PRIX
MONDIAL
DES AFFAIRES.



LE GRAND PRIX
DE L'ENTREPRENEUR

ILS ONT RELEVÉ LE DÉFI *extrême.*

Voici le portrait de deux lauréats du Grand Prix de l'Entrepreneur dont le nom a été dévoilé lors du banquet du Grand Prix de l'Entrepreneur 2002, le 24 octobre dernier au Palais des Congrès.



FABRICATION DE PRODUITS DE CONSOMMATION
CORA MUSELY TSOUFLIDOU
Franchises Cora Inc.

Chez Cora, tout est frais, nature et simple. C'est à partir d'un petit casse-croûte qu'elle acquiert en 1987 que Cora Tsouflidou établit le concept du petit-déjeuner gastronomique : céréales, omelettes, fromage et montagnes de fruits frais artistiquement déposés dans l'assiette. La recette fait mouche! En moins de 15 ans,

l'entreprise explose en un réseau de franchises regroupant 2 000 employés dans 55 restaurants. Malgré la croissance fulgurante de la bannière, sa fondatrice n'a jamais sacrifié les ingrédients qui ont fait la réputation de l'établissement : cuisine champêtre, décors chaleureux, présentations originales et appétissantes et, un must, qualité inégalée des produits.



ENTREPRENEUR EN ÉMERGENCE
FRANÇOIS POULIN
2B Interactive Communication Marketing Inc.

C'est en janvier 1999 que François Poulin se joint à 2B Interactive, connue comme le leader sur le marché du marketing interactif. Quadruplant le chiffre d'affaires, il devient président de l'entreprise dont il est aujourd'hui l'unique actionnaire. La créativité manifestée par 2B Interactive contribue fortement à établir la

notoriété de l'agence, qui s'illustre tant au Québec qu'à l'étranger. Sous l'égide de François Poulin, la croissance est fulgurante et les effectifs passent de deux à douze employés en moins de trois ans. La clientèle de 2B Interactive Communication Marketing est prestigieuse et issue de secteurs aussi diversifiés que les télécommunications, le tourisme et la distribution alimentaire.

COMMANDITAIRES NATIONAUX

COMMANDITAIRES RÉGIONAUX

ERNST & YOUNG

NASDAQ



NATIONAL POST

La Presse



BMO



Nesbitt Burns



Banque de Montréal

PME

Réforme des tribunaux: un effort louable

M^e BENOÎT EMERY
DROIT DES AFFAIRES

collaboration spéciale

Le 6 juin dernier, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 54 portant sur la réforme du Code de procédure civile modifiant de façon substantielle la procédure applicable devant les tribunaux du Québec. Cette loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain à l'exception des dispositions afférentes à la compétence de la Cour des petites créances (portant le seuil de 3000 \$ à 7000 \$) et de la Cour du Québec (portant le seuil de 30 000 \$ à 70 000 \$) qui sont entrées en vigueur lors de l'adoption du projet de loi en juin dernier. La Cour supérieure entendra les causes où la valeur de l'objet en litige est supérieure à 70 000 \$.

Il importe de rappeler que le 4 juin 1998, Serge Ménard, alors ministre de la Justice, annonçait que le gouvernement entendait

adopter un nouveau code de procédure civile visant « à l'implantation d'une justice civile plus rapide, plus efficace et apaisante, moins coûteuse en temps, en énergie et en argent tant pour le justiciable que pour le système de justice lui-même ».

Avec l'appui soutenu de plusieurs intervenants et organismes dont principalement le Barreau du Québec et la magistrature, le gouvernement a accouché d'un projet de loi qui ressemble à une oeuvre inachevée, certes (certains chapitres du Code de procédure civile n'ayant pas encore été réformés), mais qui constitue néanmoins un effort louable dans l'atteinte des objectifs que le ministre s'était fixé en 1998.

L'analyse de ce projet de loi révèle en effet que plusieurs des modifications apportées au code actuel amélioreront de façon significative l'accès à une justice civile plus rapide et plus efficace.

La pierre angulaire de ce projet de loi est sans contredit l'abandon de l'action en justice au profit d'une requête qui mènera les

parties devant le tribunal très tôt dans le processus judiciaire. Dans les 30 jours suivant le dépôt d'une demande en justice, appelée requête introductive d'instance, les justiciables et leurs procureurs devront informer le tribunal de l'échéancier dont ils ont convenu pour le déroulement de l'instance. À défaut d'entente ou en présence de quelque difficulté, le tribunal pourra intervenir.

Le nouvel article 4.1 prévoit que les parties à une instance sont maîtres de leur dossier dans le respect des règles de procédure et des délais prévus au Code et elles sont tenues de ne pas agir en vue de nuire à autrui ou d'une manière excessive ou déraisonnable, allant ainsi à l'encontre des exigences de la bonne foi. Les parties devront s'assurer que les actes de procédure choisis sont, eu égard aux coûts et au temps exigés, proportionnés à la nature et à la finalité de la demande et à la complexité du litige.

L'accès à la Cour d'appel sera en partie restreint puisque seuls les jugements finals dans les causes où la valeur de l'objet en li-

tige en appel est supérieure à 50 000 \$ pourront faire l'objet d'un appel de plein droit. Ce seuil est présentement de 20 000 \$.

À toute étape de l'instance, les parties pourront demander à un juge de présider une conférence de règlement à l'amiable ayant pour but de les aider à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes.

Le demandeur aura l'obligation de produire une inscription pour procès au plus tard dans les 180 jours suivant le dépôt de sa requête introductive. Cela étant, il est à prévoir qu'il s'écoulera généralement moins d'un an entre le dépôt de la demande en justice et la tenue du procès. Ce délai a déjà été de sept ans au tout début des années 1980.

La nouvelle loi s'assure aussi que les justiciables appelés comme témoins soient traités avec égards. Les parties devront indiquer dans l'assignation la nature de la cause tout en invitant le témoin à communiquer avec le procureur pour obtenir toutes les informations nécessaires à sa comparution comme témoin. La partie qui assigne le témoin devra lui avancer l'indemnité pour la perte de temps et les allocations pour les frais de transport, de repas et d'hébergement prévues par règlement du gouvernement. Pour éviter le déplacement inutile de certains témoins, le tribunal jouira aussi de plus de latitude pour accepter une déclaration écrite à titre de témoignage.

Par ailleurs, il ne sera plus possible de recourir aux interrogatoires hors cour dans les causes dans lesquelles la somme demandée est inférieure à 25 000 \$.

Le code prévoit que le jugement doit être rendu dans les six mois qui suivent la prise en délibéré. Ce délai sera réduit à quatre mois en matière de recouvrement de petites créances et à deux mois pour le jugement en matière d'adoption ou celui qui porte sur la garde d'enfants ou les aliments dus au bénéfice d'un enfant.

La nouvelle loi prévoit enfin que la demande visant une obligation alimentaire, la garde des enfants ou des mesures provisoires est instruite et jugée d'urgence.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que la suite de cette réforme se fasse dans les meilleurs délais et que les objectifs du législateur, partagés par les divers intervenants, se réalisent.

M^e Benoît Emery fait partie du cabinet d'avocats et d'agents de marques de commerce Desjardins Ducharme Stein Monast.

Internet
article@ddsm.ca

Site Web
www.ddsm.ca

CARRIÈRES PROFESSIONS

AVIS DE RECHERCHE

VOUS AVEZ 40 ANS ET PLUS?
SEMI-RETRAITÉ OU RETRAITÉ?
VOUS ÊTES EX-VENDEUR?
VOUS ÊTES COMMUNICATEUR?

**BROUILLARD LEPAGE
(BOUCHERVILLE)
ATTEND VOTRE APPEL**

- PROJET PILOTE EN SOLlicitation
 - R.D.V. CRIBLÉS ET SÉLECTIONNÉS
 - FORMULE DE TRAVAIL VALORISANTE
 - 29 HEURES DE TRAVAIL
 - SALAIRE À DISCUTER
 - AVANTAGES SOCIAUX (ASS.)
 - CIE ÉTABLIE DEPUIS 20 ANS
- POUR INFORMATIONS OU R.D.V.
(450) 449-3066**

3092313



**RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DE MONTRÉAL-CENTRE**

La Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre cherche à pourvoir trois postes stratégiques au sein de sa nouvelle structure :

**DIRECTEUR DES SERVICES SPÉCIALISÉS,
ULTRASPÉCIALISÉS ET DE RÉADAPTATION
EN SANTÉ PHYSIQUE**

**DIRECTEUR DES SERVICES DE SANTÉ MENTALE,
ADAPTATION SOCIALE ET DÉFICIENCE
INTELLECTUELLE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE**

**DIRECTEUR DES SERVICES DE PREMIÈRE LIGNE
ET DES SERVICES AUX PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE**

Mandat :

Sous l'autorité du directeur général adjoint - gestion du réseau de services, vous serez responsable de la programmation et de la gestion financière de votre secteur d'activités. Vous aurez comme principal défi de négocier les ententes de gestion avec les établissements du réseau et de participer au Comité de direction du président-directeur général.

Exigences :

Les candidats recherchés devront démontrer l'envergure de leurs réalisations de même que présenter une vision stratégique et une crédibilité régionale reconnue.

Rémunération :

La rémunération et les conditions de travail sont celles approuvées pour les cadres supérieurs du réseau de la santé et des services sociaux.

Les personnes intéressées à ces postes doivent faire parvenir leur curriculum vitae en toute confidentialité en identifiant clairement le poste désiré, au plus tard le 4 novembre 2002, à l'adresse suivante :

**Président du jury de sélection
Bureau du président-directeur général
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre
3725, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X 3L9**
Seules les personnes retenues recevront un accusé de réception.

3092451

La Presse

CARRIÈRES PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

La Presse, ltée est actuellement
à la recherche d'un(e) candidat(e) afin de combler le poste

Analyste, projets stratégiques

La Presse est la propriété de Gesca, éditeur de journaux et filiale de Power Corporation du Canada. Principal quotidien dans le marché francophone du Canada, La Presse publie sept jours par semaine et a un lectorat de 880 000 lecteurs. La Presse se définit comme un journal de référence dont une grande partie des effectifs est affectée à la couverture et à l'analyse de l'actualité internationale, nationale et régionale dans tous les secteurs d'activités.

LE POSTE :

Vous êtes responsable de coordonner et de réaliser l'analyse des projets stratégiques afin d'évaluer leur caractère raisonnable, leurs impacts et de faire des recommandations à la haute direction. De plus, vous développez et maintenez les modèles financiers de l'entreprise. Vous révisiez chacune des modifications apportées aux modèles et aux hypothèses de ceux-ci avant que l'information soit transmise à la haute direction. Vous gérez également des mandats spéciaux à la demande de la haute direction. Enfin, vous supervisez un professionnel membre de votre équipe.

LES EXIGENCES :

Vous êtes détenteur d'un Baccalauréat en sciences comptables. Vous possédez au moins cinq (5) années d'expérience en vérification de moyennes et/ou grandes entreprises ainsi qu'en analyse de projets tels fusion, acquisition, partenariat, investissements stratégiques, création d'entités. Vous avez une expérience pertinente en modélisation et analyse financière.

Vous êtes bilingue et reconnu pour votre esprit d'analyse, votre habileté à communiquer et vos qualités relationnelles. Vous maîtrisez les PCGR canadiens, les principes généraux en terme de finance, de prix de revient, de fiscalité canadienne, de droit des affaires et de contrôles internes. Vous êtes détenteur d'un titre comptable. Enfin, vous maîtrisez les logiciels de MS Office (Word, Excel, Access, Outlook). Être membre de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) est un atout certain.

LA RÉMUNÉRATION :

Nous offrons un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux. Si vous êtes intéressé, faites nous parvenir votre CV avant le 4 novembre 2002 en indiquant le titre du poste, à l'adresse suivante :

La Presse

**Service des Ressources humaines
7, rue Saint-Jacques
Montréal, QC
H2Y 1K9**

Courriel: rhumaines@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-2612

3090695

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte

AVEZ-VOUS RÉUSSI À FAIRE VOS PREUVES?

Le Groupe Investors, le courtier multidisciplinaire le mieux coté au Québec*, est à la recherche de personnes motivées et déterminées dans votre région pour les intégrer à son équipe.

DEVENEZ CONSEILLER DU GROUPE INVESTORS

Vous pouvez devenir votre propre patron et ainsi contrôler votre destinée en faisant une carrière prospère dans les services financiers. Notre leadership et notre approche de la planification financière vous aideront à connaître le succès et à bâtir votre propre sécurité financière.

L'offre

- Un potentiel de revenu illimité
- L'accès à un programme de formation pour développer vos connaissances de la planification de portefeuille, des affaires, de la fiscalité et du marketing
- La possibilité de profiter de la renommée du Groupe Investors pour favoriser la croissance de vos affaires
- L'accès à une équipe d'experts en fiscalité, en planification successorale, en assurance et en prêts hypothécaires
- La possibilité de profiter d'un excellent programme d'avantages complémentaires

La demande

- Une feuille de route caractérisée par la réussite
- Des qualités de chef de file reconnues par vos pairs
- Une éthique du travail irréprochable
- L'expérience du travail avec les gens
- De l'assurance et de la persévérance
- Une crédibilité reconnue et une intégrité à toute épreuve

Une attention immédiate sera portée à votre curriculum vitae. Merci de le faire parvenir en toute confidentialité à :

Sharon McCormick, Vice-présidente

Référence : 1136

Code : G41A

C.P. 6041, Succ. Centre-ville
Montréal, Québec
H3C 3E3

Tél. 1-866-536-6222

Télé. 1-800-665-3740

Courriel: G41A@carrieresgroupeinvestors.com

Le Groupe Investors considère toutes les candidatures.

Toutefois, seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.

► PLANIFICATION DE PORTEFEUILLE ► PLANIFICATION DE LA RETRAITE
► PLANIFICATION FISCALE ► PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ► SERVICES DE COURTAGE**
► GESTION DES LIQUIDITÉS ► PLANIFICATION SUCCESSORALE ► ASSURANCES***

Les Services Investors Limitée, cabinet de services financiers au Québec

* Marques de commerce de Groupe Investors Inc. Utilisation sous licence par les sociétés affiliées.

** D'après les résultats d'un sondage mené pour le compte de la publication *Finance et Investissement* auprès des conseillers financiers multidisciplinaires du Québec et publiés dans le numéro de juin 2002.

*** Services de courtage offerts par l'entremise de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Produits et services d'assurance offerts au Québec par Les Services Investors Limitée, cabinet de services financiers, et ailleurs au Canada par Services d'Assurance I.G. Inc. Permis de vente d'assurance parrainé par La Great-West, compagnie d'assurance-vie.

**IG Groupe
Investors™**

DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE™

www.groupeinvestors.com

3091947

LES PETITES ANNONCES

DÈS 8 HEURES!

COMMENT NOUS JOINDRE

Heures d'ouverture: lundi au vendredi, de 8 h à 17 h 30

› Par téléphone:

(514) 987-8363

› Par télécopieur:

(514) 848-6287

› Adresse postale:

Les petites annonces
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec H2Y 1K9

› petitesannonces@lapresse.ca

› Sans frais:

1-866 987-8363

› Au comptoir:

Lundi au vendredi,
de 8 h 30 à 17 h 30

› Heures de tombée:

› Les petites annonces régulières
Mardi au samedi: 17 h 30 la veille de la parution
Dimanche et lundi: 17 h 30 le vendredi précédent

› Annonces encadrées

48 h avant la parution

› Communiquez les renseignements suivants lors de votre réservation par télécopieur, courriel ou par la poste:

› Nom complet, adresse et numéro de téléphone pour la facturation

› Rubrique, texte et dates de parution

› Personne à joindre pour vérification

› Numéro de téléphone pour vous joindre en semaine entre 8 h et 17 h 30, si différent de celui de la facturation

› Avis

Nos annonces sont priées de vérifier la teneur de leurs annonces lors de leur première parution. Advenant qu'une annonce soit reproduite incorrectement, l'annonceur doit en aviser aussitôt *La Presse* qui convient de publier dans la prochaine édition du journal, une version corrigée de celle-ci. Toute erreur ou plainte visant la teneur d'une annonce doit être signalée le jour de sa parution avant 17 h, pour fins de correction lors de la prochaine édition du journal. De même, en cas d'annulation d'une annonce, l'avis à cette fin doit être donné avant 17 h, du lundi au vendredi, le jour qui précède sa parution.

Les annonces sont sujettes à l'approbation de leur contenu de même qu'à l'approbation du crédit de l'expéditeur.

La Presse se réserve le droit de publier, d'annuler ou de classer correctement toute annonce sous la rubrique appropriée.

Offres d'emploi : Tous les postes sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

Soumettez votre annonce pour le lendemain entre 8 h et 17 h 30, du lundi au vendredi

ou

24 heures sur 24, communiquez votre annonce par courriel à petitesannonces@lapresse.ca ou sur capresse.ca

nous confirmerons votre réservation durant nos heures d'ouverture.

100 IMMOBILIER

• RÉSIDENTIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Visites libres	100
Île de Montréal	101
Centre-ville	102
Vieux-Montréal	103
Maisons de prestige	104
Laval, Rive-Nord	105
Rive-Sud	106
Banlieue ouest	107
Banlieue est	108
Laurentides, Lanaudière	109
Estrie, Cantons de l'Est	110
Extérieur de Montréal	111
Bord de l'eau	112
États-Unis, hors frontières	113
Temps partagé, échange	114
Condominiums, copropriétés	115
Maisons de campagne, domaines	116
Chalets	117
Maisons mobiles	118
Propriétés à échanger	119
Propriétés demandées	120
Fermes, terres	121
Terrains résidentiels	122
Prêts hyp. / résidentiel	123
Divers	129

• LOCATION •

Île de Montréal	131
Centre-ville	132
Vieux-Montréal	133
Logements à échanger	134
Laval, Rive-Nord	135
Rive-Sud	136
Banlieue ouest	137
Banlieue est	138
Laurentides, Lanaudière	139
Estrie, Cantons de l'Est	140
Extérieur de Montréal	141
États-Unis, hors frontières	143
Condominiums, copropriétés à louer	145
Maisons de campagne	146
Chalets à louer	147
Chambres, pensions	148

Propriétés à louer	149
Résidences pour aînés	150
Garages	152
Un demande à louer	153
On demande à partager	154
Sous-location	155
Appartements meublés	156

• INDUSTRIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE	160
Propriétés à revenus	162
Propriétés comm. / industrielles	163
Fermes, terres	168
Commerces	170
Copropriétés, espaces comm. / industriels	172
Terrains comm. / industriels	173

• LOCATION •

Espaces comm. / industriels à louer	180
Commerces à louer	182
Entrepôts à louer	184
Bureaux à louer	186
Magasins à louer	188
Divers	192

• MARCHANDISES ET SERVICES

La place du marché	201
Audiovisuel, photographie	203
Instruments de musique	205
Musées, électroménagers	206
Équipements, articles maison	207
Chauffage, climatisation	209
Vêtements, fourrure	210
Collections	211
Antiquités	212
œuvres d'art, bijoux	212
Livres	214
Informatique	217
Animaux	220
Perdu	221
Technique, métiers	222
Piscines	225
Bois de foyer	226
Bureau, téléphonie	228

Imprimerie	229
Machinerie, outils	231
Équipements commerciaux	232
Construction, rénovation, décoration	233
Marchandises diverses	235
On demande à acheter	236
Encans	237
Vente de garage, de charité	238
Marché aux puces	240

Entretien	250
Paysagistes, déneigement	256
Transport, déménagement	257
Gardiennes, gardiennage, aide familiale	259
Professionnels	260
Esthétique, coiffure	262
Traitement de textes, rédaction et traduction	264
Préparation de C.V.	265
Services divers	268
Soins thérapeutiques, massothérapie, produits naturels	270

• OFFRES D'EMPLOI

Offres d'emploi (encadrées seulement)	300
Programmes de formation	303
Postes cadres et professionnels	304
Santé, services communautaires	306
Éducation, enseignement	307
Gardiennes	308
Bureaux	310
Informatique	313
Assurance	316
Secteur automobile	317
Vente, commerce	319
Immobilier	320
Transport, camionnage	321
Hôtellerie, restauration, alimentation	322
Imprimerie, infographie	324
Technique, métiers	325
Sous-traitance	325
Coufure, esthétique	327
Industrie du vêtement	328

Industriel, manufacturier	329
Entretien, sécurité, conciergerie	331
Services domestiques	334
Musiciens, artistes	337
Mannequins, modèles	339
Emplois divers	340
Emplois divers à temps partiel	342
Emplois demandés	343
Méthodes de recherche d'emploi	348
Bénévolat	349

• COURS •

Souhaits, événements	401
Avis de recherche	402
Compagnies, compagnons	403
Agences de rencontres	404
Clubs de rencontres	405
Lignes de rencontres	406
Astrologie, occultisme	410
Billets de sport / spectacles	419
Activités sociales	420
Escortes, rencontres, etc.	440
Studios de massage	445
Divers	450

• SERVICES PERSONNELS

Cours	350
Souhaits, événements	401
Avis de recherche	402
Compagnies, compagnons	403
Agences de rencontres	404
Clubs de rencontres	405
Lignes de rencontres	406
Astrologie, occultisme	410
Billets de sport / spectacles	419
Activités sociales	420
Escortes, rencontres, etc.	440
Studios de massage	445
Divers	450

• VÉHICULES AUTOMOBILES

Machinerie diverse, véhicules lourds	501
Camions, 4 x 4, fourgonnettes	511
Véhicules 5000 \$ et moins	548
Automobiles	550
Autos, camions antiques et de collection	555
Autos - camions à louer	557
Services divers	560
Pièces et accessoires	568
Ferraille	569
Entreposage de véhicules	575

600 LOISIRS ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

Sports, plein air

Séjours, excursions

• ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Motorcycles

Bateaux, sports nautiques

Motoneiges, véhicules tout terrain

Véhicules récréatifs

Remorques

• AFFAIRES

Site Internet

Occasions d'affaires

Franchises

Services spécialisés, financement

Tenue de livres, impôt

• AVIS

Avis légal

Avis divers, communiqués

Avis de dissolution, changements de nom

• DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

Remerciements

Condoléances

Prières

Décès

100 Immobilier

101 ÎLE DE MONTRÉAL

269 000\$. Beau secteur, très belle bâtisse, 2x6½, 2x3½, s/sol, boiseries, vitraux, garage, imm. Guida, c/r 514-327-8373.

A ANJOU, luxueux condo/maison de ville, 4 ch, 3 s/bains, 2 garages, Air, thermo.

Occ. 30 jrs.

Lise Larouche, 514-830-2666

Century 21 Supreme Ctr

AHUNTSIC Centre, 2x6½, s-sol, détaché, domaine St-Sulpice, 289 000 \$, Re/Max Alliance, Mario Ashby 514-374-4000

AHUNTSIC OUEST, près métro, 1x6½, 2x3½, secteur tranquille, plancher bois franc, boiserie chêne, Agents à s'abstenir, 279 000 \$. 514-334-2454

ALMA, 5-7 min. marche

Beaubien, 5plex, 4x3½, 1x5½, occ. imm., 320 000 \$, Capitale, Rémi Roy c/r 514-353-9942

ANJOU, duplex 2x5½, avec

bach, gar., solarium, frais décorés, pl. lattes, nouvelle cuisine + s/bains, 274 000\$. Mme Guy 514-353-8770, RYL c/r

À RIVIÈRE DES PRAIRIES

Semi-détachés dans nouveau

projet. À partir de 167 000 \$ taxes incl. Il n'en reste que 8.

V. Gignac 381-8553, Excelsoir

CENTRE EST 5plex, beaux

locataires, 8½, libre à l'acheteur, boiseries, 2 pas Marché Maison neuve et écoles, 243 000 \$, V. Gignac 381-8553, Excelsoir

COTE STE-CATHERINE

métro / C.N.A., duplex de prestige, cachet d'architecte, plans architectés, 2 garages, 465 000 \$, G. Goudreau, 514-727-7575

DROLET ET ST-ZOTIQUE

duplex 2x6½, occ. double, 1050 pi car, cour de 50 pi, 215 000 \$ 514-271-6898

MAISON DE VILLE, Pierre-de-

Coubertin, 242 000 \$, 4 étages, lumière, garage, jardin anglais, luxe et bon goût, Sutton Acadis, Sonia Couture, 514-702-0062

MERCIER, triplex dét., bons

revenus, bord de l'eau, pistes cyclables, sci de fond, parc Belle-rive, 229 000 \$, 121 Capitale, Rémi Roy c/r 514-353-9942

METRO H. BEAUGRAND

cotté, garage foyer, ch. froid, de 189 900\$. R. Jussame 514-354-6240 Re/Max Excellence

MÉTRO LANCELIER

Nouveau Rosemont duplex, près parcs, écoles, services, Occ. double, 265 000 \$. La Capitale, Rémi Roy c/r 514-353-9942

101 ÎLE DE MONTRÉAL

MTL-MERCIER maison de vil-

le, pl. bois, luminosité abondante, garage, secteur paisible, 3 ch., cour pavée, autres matu-

res, 169 000 \$, 514-355-5639.

MTL. MERCIER, split 78, de

prestige, secteur recherché. Plein soleil, serre, foyer, piscine, etc., 142 000 \$. M. Monette 514-354-0660 Imm. Vandelac

NOUVEAU-ROSEMONT

(43e), duplex dét., rén. 5 c. à c. plusieurs incl., 289 000 \$ par

propro. 514-255-2159

NOUVEAU ROSEMONT

secteur choix, très grand triplex avec bachelier, garage double, foyer, bon rev., 399 000\$. Re-

max Harmonie Inc. Denis Giroux, 514-259-8884

NOUVEAU ROSEMONT, Du-

plex avec bachelier, 3 ch. + s/sol, gar. double, 279 000 \$. Mi-

chel Leblanc, Re/Max Excellence, 514-353-8810

OUTREMONT, condo rénové

et lumineux, 2e étage, pl. et boiseries chêne, terr., 2 balcons, foyer, 1 stat., 2 ch., 259 000\$, 514-271-0329, 1-888-316-5550

PIERREFONDS, maison de vil-

le, 7½, stat., 19 058 Slogan, 514-683-0392, cell 926-3446

PLATEAU, 3 chambres

www.danieladam.com Re/Max Carter 514-281-5501

PLATEAU, excellent duplex

ouest, bien rénové, s/sol fini, plancher bois, Biyou, 249 700 \$ Carlos 514-374-4000 Re/Max

PLATEAU, excellent 6plex

28x45, côté ouest, cachet, planchers bois franc, 325 000 \$ Carlos 514-374-4000 Re/Max

PLATEAU, petit cottage sym-

patique, 2 ch., jardin de rêve, à pied de tout, 199 000 \$. Re/Max Alliance, Mario Ashby 514-374-4000

PLATEAU, propre, condo

2001, 11 082 pi car, dernier étage, 2 niveaux, 3 ch., 2 s/bains, bois franc, alarme, grandes terrasses, 6 électros, foyer, 4520 \$ St-Dominique, 514-282-6144

PLATEAU Nouveau, près par-

cs LaFontaine, beau condo 2 ch fermées, foyer, occ. imm. 514-727-0293 Imm. GMA c/r

POINTE-CLAIRE avec l'eau,

cotté avec cachet 8 pces, 4 ch. grand terrain 5200 pi car. Diane Chenette 514-761-7800 Century 21 Sira-Gen 1

101 ÎLE DE MONTRÉAL

ROSEMONT, 4 plex semi

condo, 239 000 \$, pour investisseurs sérieux. La Capitale Rémi Roy c/r 514-353-9942

ROSEMONT, cottage semi-

dét., neuf, briques, lattes de bois, foyer, garage double, 239 900\$. 514-376-3319.

ROSEMONT, duplex rénové,

poss. bachelier, gar., occ. double, 275 000 \$. R. Forest 514-251-0605 Optimum c/r

ROSEMONT/MERCIER

Triplex jum., grand 7½, libre + s/sol et gar. (2), 289 000\$. R.Y.L. R. Chevalier, 514-353-8770

ROSEMONT duplex jumelé,

3ch., avec bachelier, 320 000 \$. Prés services. S. Thomas (514) 381-8553 Excelsoir Ctr

**GRANDE
LIQUIDATION
GM**



MODÈLE VLX 4 PORTES

CAVALIER  CHEVROLET

0\$
comptant**

0\$
GM paie
le dépôt
de sécurité**

0\$
GM paie
la première
mensualité**



255\$
/MOIS*

■ GARANTIE 5 ANS OU 100 000 KM
SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

■ CLIMATISEUR SANS FRAIS

■ MOTEUR L4 2,2 L DE 115 HP ■ BOÎTE AUTOMATIQUE
À QUATRE VITESSES ET TRACTION ASSERVIE

■ TÉLÉDÉVERROUILLAGE ET VERROUILLAGE ÉLECTRIQUE
DES PORTES ■ RADIO AM/FM AVEC LECTEUR CD ■ SACS
GONFLABLES AVANT CÔTÉS CONDUCTEUR ET PASSAGER

■ FREINAGE AVEC ANTIBLOCAGE AUX 4 ROUES ■ ET PLUS...

PRIX DE LA GRANDE LIQUIDATION

LA COMPÉTITION VOIT ROUGE



MODÈLE SLX 4 PORTES

SUNFIRE  PONTIAC

0\$
comptant**

0\$
GM paie
le dépôt
de sécurité**

0\$
GM paie
la première
mensualité**

255\$
/MOIS*

■ GARANTIE 5 ANS OU 100 000 KM
SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

■ CLIMATISEUR SANS FRAIS

■ MOTEUR L4 2,2 L DE 115 HP ■ BOÎTE AUTOMATIQUE
À QUATRE VITESSES ET TRACTION ASSERVIE

■ TÉLÉDÉVERROUILLAGE ET VERROUILLAGE ÉLECTRIQUE
DES PORTES ■ RADIO AM/FM AVEC LECTEUR CD ■ SACS
GONFLABLES AVANT CÔTÉS CONDUCTEUR ET PASSAGER

■ FREINAGE AVEC ANTIBLOCAGE AUX 4 ROUES ■ ET PLUS...

PRIX DE LA GRANDE LIQUIDATION



Vos concessionnaires

du Québec

Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock suivants : Cavalier VLX (1JC69/R7B), Sunfire SLX (2JB69/1SB, MX0, C60). Photos à titre indicatif seulement. *Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. **Conditions applicables à la location seulement, pour des termes de 24 à 48 mois. Aucun comptant et aucun dépôt de sécurité requis. La première mensualité (taxes incluses) est défrayée par General Motors. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.